

CONTRE LE PACTE FERROVIAIRE POUR LE SERVICE PUBLIC



Dossier

NUCLÉAIRE IRANIEN

Pages 6 et 7

ÉDITO
Petits services entre amis
en Macronie Page 2

PREMIER PLAN
Régression sociale: les
retraités sont à leur tour
dans le viseur Page 3



ACTU INTERNATIONALE
Chili: un «Mai 68»
féministe et social Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Marko Kržan,
militant de Levica, sur la
situation en Slovénie Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Petits services entre amis en Macronie

Nul ne sait quelle tournure va prendre «l'affaire» des comptes de campagne d'Emmanuel Macron, mais le moins que l'on puisse dire est qu'elle est particulièrement révélatrice des mœurs de la Macronie. Car si les sommes en jeu sont bien moindres que celles, par exemple, de «l'affaire» du financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy, il n'en demeure pas moins que les pratiques mises au jour par les journalistes qui ont épluché les comptes de campagne de Macron donnent à voir une certaine idée de la politique. Il s'agit principalement de «ristournes» accordées par divers prestataires lors de la location de salles et de matériel durant la campagne présidentielle. Bobino, la Mutualité, l'Usine... autant de salles qui ont ainsi accordé des rabais de 20, 30, 40% au candidat Macron. Même chose côté location de matériel, avec d'importantes réductions consenties par diverses sociétés spécialisées dans l'événementiel. Petits services entre amis ? C'est le moins que l'on puisse suspecter, a fortiori lorsque l'on sait que certaines de ces sociétés prestataires sont (ou ont été) dirigées par des soutiens de Macron : ainsi en va-t-il de GL Events, dont le PDG Olivier Ginon est un proche de Gérard Collomb, qui a par le passé attribué divers marchés publics à la société, ou d'Eurydice, dont l'ancien patron Arnaud Jolens est désormais «directeur du pôle image et événements de l'Élysée»... Pour sa défense, l'équipe Macron a dans un premier temps expliqué, dans le langage fleuri des startupeurs qui la composent, avoir réussi à «tenir les coûts des différents événements grâce à une approche agressive des négociations commerciales.» Nul ne sait si les sociétés prestataires se sont senties «agressées», mais elles font aujourd'hui front avec l'exécutif, en employant des termes tout aussi poétiques, à l'instar de ce loueur d'écran géant cité par France Info qui évoque «un souci de fidélisation en vue de collaborations futures». Ainsi va la vie en Macronie, où la consanguinité entre responsables politiques et dirigeants d'entreprise – dont témoigne également la composition du groupe LREM à l'Assemblée – est telle que ces braves gens ne voient pas quel est le problème à mélanger politique et gestes commerciaux, à moins qu'il ne s'agisse d'un mélange entre gestes politiques et commerce. Car il s'agit pour eux d'un seul et même monde, celui-là même avec lequel des millions de salariéEs et de jeunes veulent en finir, exaspérés non seulement par les violences et les inégalités qu'il charrie, mais aussi par l'arrogance et le mépris des auto-proclamés «premiers de cordée».

BIEN DIT

«Le projet de loi Elan [...] cherche à permettre à des fonds d'investissement privés d'acheter des immeubles HLM en bloc et, à terme, de revendre les logements un par un en réalisant une énorme plus-value. On est en train de franchir une ligne dangereuse et nous sommes très inquiets car les HLM sont un instrument d'exercice de la solidarité très puissant, au même titre que les APL.»

CHRISTOPHE ROBERT, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre, liberation.fr, 10 juin 2018.

À la Une

Contre le Pacte ferroviaire, pour le service public La bataille du rail continue

La grève perlée du 2/5 (deux jours de grève/trois jours de travail) initiée le 2 avril tient. Et ce malgré une situation difficile où force est de constater que depuis deux mois, aucun autre secteur significatif du monde du travail ne s'est joint au mouvement.

C'est dans ce contexte que la grève, avec des hauts et des bas, se maintient depuis deux mois et demi. La remontée des taux de grévistes le 12 juin, «jour de colère», atteste une nouvelle fois du refus massif du pacte ferroviaire. Cependant, la réussite de journées d'action espacées, comme le 22 mars, le 14 mai, le 12 juin, ou le succès du referendum contre le pacte ferroviaire, traduisent bien les difficultés du mouvement en cours : un rejet massif qui ne se traduit pas par une grève très dynamique. Une certaine routine s'est même installée au fil des semaines avec une grève à la carte, incapable de bousculer réellement le «train-train» de la grève perlée et le rouleau compresseur parlementaire. Celle-ci était présentée par les directions syndicales comme une «grève à l'économie» pouvant désorganiser la production. Résultat, c'est la grève qui est désorganisée avec des AG réduites. Celles-ci n'ont plus vraiment de pouvoir : la grève est décidée par l'intersyndicale sur une durée de trois mois.

Une intersyndicale sans boussole

Dans cette situation, sans poussée significative de la base, les syndicats ont les coudées franches. Mais, même avec toute la volonté du monde, aucun syndicat ne ressort des «discussions» avec le gouvernement avec suffisamment de grain à moudre pour justifier un retrait du mouvement. Les annonces sur la reprise d'une partie de la dette de la SNCF ou l'inscription dans la loi du caractère incessible du capital de la SNCF sont une vaste fumisterie. La reprise de la dette était déjà prévue dans le cadre de la transformation de la SNCF en société anonyme... et la garantie du caractère incessible du capital de la SNCF revient à accepter la transformation en SA, ce qu'aucunE cheminotE ne veut. Tous les pronostics plus ou mois avisés sur la sortie du conflit de la CFDT et de l'UNSA depuis deux mois sont

donc pour l'instant erronés : le gouvernement ne négocie rien. De plus, en ce moment même, la direction de la SNCF tente de faire passer de nombreuses réorganisations dans les établissements ! L'intersyndicale est donc pour l'instant dans «l'obligation» de continuer un mouvement qu'elle contrôle mais dont elle ne voit pas l'issue. Ainsi le mouvement pourrait continuer cet été, avec un risque qu'il s'étiolle petit à petit.

Construire et faire vivre la grève

Cette stratégie syndicale est refusée par de nombreux cheminotEs, qui sont depuis longtemps en grève reconductible ou ne reprennent le travail qu'épisodiquement. En Île-de-France, ils et elles s'organisent principalement autour de «l'AG inter-gares», rassemblant régulièrement

jusqu'à 200 cheminotEs. Il s'agit d'une tentative de sortir du carcan imposé par les directions syndicales et d'être force de proposition pour le mouvement. Il a par exemple été tenté de «sortir du calendrier 2/5» en poussant pour la grève avec les fonctionnaires le 22 mai ou le 5 juin – avec un succès tout à fait relatif. Mais cette AG inter-gares souffre de la principale lacune de ce mouvement : il n'est pas la somme d'expériences d'auto-organisation (quasi inexistantes faute de grève réelle) issues des AG locales. Malgré ses limites, cet espace est toutefois devenu un lieu incontournable de construction de la grève. Dans cette situation, de nombreux militantEs de la grève ont pris leurs affaires en main, notamment dans des comités de mobilisation regroupant des cheminotEs non syndiqués

et des différents syndicats. Ils et elles se démènent pour renforcer la grève à l'intérieur de la SNCF tout en allant à la rencontre des autres salariéEs. Des délégations de grévistes se sont rendues auprès des salariéEs de Vélip', des catacombes de Paris, de McDonald's, d'EdF, de Carrefour, de la RATP, à la manifestation pour la défense du droit d'asile et des sans-papiers, ou des hospitalierEs en grève à Rouen. La grande majorité des cheminotEs présents dans le mouvement continuent de suivre le préavis de l'intersyndicale. Il est important que la minorité des cheminotEs en grève reconductible ne se coupent pas de ceux-là. Il faut donc continuer de construire les AG calées sur le «2/5»... tout en y défendant à terme la perspective d'une grève «5/5».

Basile Pot



RÉGRESSION SOCIALE

Les retraites sont à leur tour dans le viseur

Le haut commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, a révélé le 30 mai 2018, dans une interview au Parisien, son projet de réforme des retraites : un bouleversement du régime en vigueur, en créant les retraites à points et en introduisant la capitalisation.

Le système actuel est un régime par répartition : les cotisations des actifs sont immédiatement utilisées pour payer les pensions des retraités. La contre-réforme détruit cet acquis. Dans le nouveau régime, les cotisations donneront droit à des points, et au moment du départ à la retraite le nombre de points acquis servira à calculer le montant de la

pension. La valeur du point pourra varier à la hausse ou à la baisse. Le principe de la répartition sera formellement maintenu mais sera dénaturé car l'on passera d'un régime de retraites à cotisations et prestations définies (on sait ce que l'on cotise et reçoit) à un régime à cotisations définies et à prestations indéfinies car il ne sera plus possible de connaître le montant de sa

pension avant et durant la retraite. C'est le système appliqué par les régimes de retraites complémentaires. Pour justifier sa réforme, Macron avait évoqué la justice sociale en affirmant que dans ce «système universel», «un euro cotisé donnera les mêmes droits pour tous», mais Delevoye revient sur cet engagement : «mon rôle sera de dire comment on justifie une différence visant à donner des points supplémentaires à certains et pas à d'autres et comment on accélère les convergences quand c'est possible».

Les souhaits du MEDEF sont satisfaits : «il n'y aura pas de dérapage budgétaire, la réforme se fera à enveloppe constante» et la capitalisation sera introduite pour les revenus au-dessus de 120 000 euros ou 160 000 euros en créant un régime complémentaire obligatoire. Le seuil minimum pour l'âge légal de départ à la retraite restera fixé à 62 ans. Et par un vote de son congrès la CFDT a approuvé!

Des pensions réduites ou la retraite plus tardive

La durée d'activité nécessaire pour bénéficier d'une retraite à taux plein disparaît. Pour Delevoye, c'est un «arbitrage personnel, ma retraite me paraît suffisante, donc je pars, à l'inverse je n'ai pas assez de points je reste. Cela permet de respecter la liberté de choix». Les bas salaires, les personnes victimes d'une ou plusieurs périodes de chômage, de la précarité, celles qui sont usées par un travail pénible, seront obligées de repousser le moment de partir à la retraite afin de toucher une pension un peu moins misérable. Mais sans bénéficier de véritable garantie de la valeur du point qui peut évoluer à la hausse ou à la baisse. Il n'est pas question d'augmenter la part des richesses consacrée aux retraites, mais le régime ne doit pas être déficitaire. Les raisons pour ajuster à la baisse le montant des pensions peuvent donc varier sous divers prétextes : manque de recettes



Le Juin 1968 yougoslave : la « bourgeoisie rouge » dénoncée

1968 fut une bifurcation du système issu de la révolution yougoslave. Le Parti communiste, sous l'égide de Tito, avait dirigé la lutte de libération contre les hitlériens et leur alliés locaux en liant celle-ci à la transformation de la société et à un projet d'égalité entre les peuples présents sur le territoire yougoslave. Parce que cette révolution ne respectait pas la « construction du socialisme dans un seul pays » et fut très populaire dans tous les Balkans, Staline décida en 1948 de l'isoler par une « excommunication » des « titistes » devenus des « agents de l'impérialisme ». Les dirigeants yougoslaves expliquèrent ce comportement de la « Patrie du socialisme » par son étatsisme bureaucratique. Pour s'en

dissocier et consolider leur base sociale, ils décidèrent en 1950 de généraliser un système d'autogestion, en se réclamant de Marx et de la Commune de Paris, contre Staline. Ce n'était pas rien, même si ce n'était pas une remise en cause du parti unique en tant que tel mais de son rôle dirigeant dans une planification administrative. Les droits de gestion des conseils ouvriers étaient initialement limités par le maintien de fonds centraux d'investissement, reflétant les choix stratégiques redistributifs du parti entre 1950 et 1965. Au début des années 1960, les républiques riches revendiquaient le contrôle de leur production, les autogestionnaires réclamaient de gérer le surplus social, et une part des économistes défendait contre « l'arbitraire politique » de respecter la « loi de la valeur » (le marché) dans la construction du socialisme – dès lors que le système

empêchait l'accumulation capitaliste et assurait la domination de la propriété sociale. D'où l'introduction du « socialisme de marché » en 1965 : les ressources des fonds d'investissement sont versées aux entreprises autogérées et à un système bancaire supposé « neutre » pendant que le système se confédéralise. La décentralisation creusa les inégalités et sapa toute cohérence des choix autogestionnaires. Les grèves se multiplièrent. On dénonçait le remplacement du principe « à chacun selon son travail » par « à chacun selon le marché ». Stimulés par les conférences de la gauche marxiste de la revue *Praxis* critiquant l'aliénation de l'autogestion par l'étatsisme et par le marché, un mouvement indépendant d'étudiants occupa les facultés en juin 1968, dénonçant la « bourgeoisie rouge », réclamant « l'autogestion de bas en haut » et

une planification autogestionnaire – sous des posters de Che Guevara... Sous pression des critiques de gauche du « socialisme de marché » en même temps que des revendications nationales des républiques riches (exigeant de garder les devises de leur commerce extérieur) et des Albanais du Kosovo, la direction titiste soutint certaines des revendications en opérant un nouveau tournant : les droits autogestionnaires et nationaux furent augmentés en même temps que tout mouvement indépendant était démantelé. Le « rôle dirigeant » du parti fut réaffirmé alors qu'il était rongé par la corruption et le nationalisme. Les grosses entreprises et le système bancaire furent démantelés pour renforcer les droits et le contrôle des « organisations de base du travail associé ». Mais la « planification contractuelle » (désormais encouragée) et un système plus égalitaire ne pouvaient émerger d'unités atomisées par le marché, et sous pression des turbulences mondiales.

Catherine Samary

Pour en savoir plus, voir les articles en ligne à propos de la Yougoslavie sur <http://csamary.free.fr>

Le chiffre 815 millions

C'est le nombre de personnes touchées par la famine et la malnutrition dans le monde en 2017. Un chiffre en augmentation « pour la première fois depuis fort longtemps » selon David Beasley, directeur du Programme alimentaire mondial (PAM), puisque 777 millions de personnes étaient touchées en 2016. Les cas de famines aiguës augmentent également, avec 124 millions de personnes touchées contre 80 millions l'année précédente.



Agenda

Jeudi 14 juin, manifestation des retraitésEs, Paris. À 14h30, place de l'Opéra en direction de République. À l'appel de CGT, FO, CFTC, FSAU, Solidaires, FGR-FP, LSR, ES-UNRPA.

Vendredi 15 juin, rassemblement «Relaxe des inculpés du lycée Arago!», Paris 17^e. RDV à 12h, devant le TGI, Cité judiciaire de Paris, 29-45, avenue de la Porte-de-Clichy, métro L13 et RER C Porte de Clichy.

Samedi 16 juin, journée contre la poubelle nucléaire à Bure, Bar-le-Duc. Des départs en bus sont organisés depuis une trentaine de villes partout en France. Programme et informations : <http://16juin2018.info>

Samedi 16 juin, marche pour Lamine Dieng, Paris 20^e. À 11h, projection de *Dire à Lamine* à Nogozon, 6, rue Julien-Lacroix. À 14h, départ de la marche du 58, rue des Amandiers (métro Père-Lachaise). À 18h, village militant/concerts, place Carmen

Dimanche 17 juin, marche solidaire pour les migrantEs, Paris 13^e. RDV à 15h gare d'Austerlitz pour accueillir les marcheurs, puis manifestation en direction de République.

G7 Une nouvelle étape pour l'impérialisme ?

Le refus soudain de Donald Trump de signer le communiqué commun de la conférence du G7 n'est pas purement anecdotique : il renvoie à un climat nouveau et à des contradictions grandissantes entre les grands blocs économiques et politiques.

Le G7 a été créé en 1974-1975 dans un contexte de crise économique pour réunir annuellement les plus grands États capitalistes de l'époque (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada). La Russie, intégrée en 1997, n'a plus été invitée depuis 2014 suite à l'annexion de la Crimée. Le G7 n'a jamais eu une grande importance pratique, mais il pouvait donner une impulsion à certains dossiers et, surtout, était un peu le symbole du fait que, malgré les turbulences, les grandes puissances n'étaient pas décidées à se lancer dans une guerre commerciale comme celle qui avait accentué la crise dans les années 1930.

« Domination par la concertation »

Ce refus, jusqu'à présent, de la guerre commerciale, renvoie à une donnée objective : l'internationalisation du capitalisme. Les processus de production et de circulation des marchandises (et des capitaux) sont

désormais organisés sur une base internationale. Pour accompagner cette évolution ont été mises en place des institutions économiques internationales (comme l'Organisation mondiale du commerce – OMC) et des accords commerciaux par grandes zones géographiques. Première puissance mondiale, les États-Unis jouaient jusqu'à aujourd'hui le jeu de la coopération, jugeant plus efficace de faire endosser par leurs alliés, de manière en apparence contractuelle, les solutions qui avaient leur préférence. D'autant que la coopération avait un volet militaire avec l'Otan, non démantelée au moment de la chute de l'URSS, et au contraire sans cesse élargie à des nouveaux membres.

Des paroles et des tweets

Cette année, dès avant le G7, Trump avait commencé à faire monter la température en annonçant des hausses des tarifs douaniers et, par ailleurs, en dénonçant des accords en négociation (comme le partenariat transpacifique

avec des pays d'Asie) ou en menaçant de mettre fin à l'accord commercial avec le Mexique et le Canada. Dans le même temps, Trump prenait des décisions de politique étrangère contre l'avis de ses partenaires, comme la sortie de l'accord de Paris sur le climat ou la dénonciation de l'accord nucléaire avec l'Iran. Lors de la réunion du G7, Trump a d'abord accepté de mauvaise grâce un communiqué qui ne l'engageait pas à grand chose. Puis, une fois parti, dans l'avion, il a envoyé un tweet pour annoncer qu'il retirait sa signature.

America first

La politique de Trump est une réaction à un contexte international transformé où les États-Unis sont confrontés à une nouvelle superpuissance en montée rapide (la Chine), sont relativement affaiblis économiquement et doivent faire face à des formes diverses de contestation de leur politique. Dans une économie capitaliste mondiale à faible croissance, où la

croissance du commerce mondial est ralentie, la concurrence est accrue. Trump en tire la conclusion qu'il ne sert à rien de s'encombrer des rites diplomatiques et des institutions internationales : l'Amérique doit pouvoir décider de ce qui est bon pour elle, vite, et sans s'encombrer des formes.

Au-delà des singeries de Trump, il apparaît que, pour les États-Unis, la période de la « domination par la concertation » va vers sa fin. Il s'agit de forcer l'Union européenne et le Japon à plier et, sans doute ensuite, d'essayer de négocier en position de force avec Chinois et Russes. Jusqu'où tout cela ira-t-il ? Que se passera-t-il après Trump (qui peut être réélu) ? Difficile de le dire à ce stade. Une chose est cependant à peu près claire : la montée des incertitudes sera un motif supplémentaire pour que les différentes bourgeoisies essaient de souder leur population derrière elles, renforcent l'austérité et augmentent les dépenses militaires.

Henri Wilno

en raison de la crise, du chômage, de l'augmentation de l'espérance de vie... Actuellement, les 25 meilleures années sont retenues pour le calcul des retraites du privé et les 6 derniers mois pour les fonctionnaires. Dans le cadre de la contre-réforme toute la carrière professionnelle sera prise en compte pour déterminer le nombre de points acquis. Ce qui aura pour conséquence un alignement vers le bas du montant des pensions.

Interrogé sur la compensation des périodes de chômage et du handicap (actuellement retenues dans le décompte des trimestres pour le calcul des retraites), sur la possibilité d'accorder des points supplémentaires aux parents qui ont élevé des enfants (ils bénéficient de trimestres supplémentaires actuellement) et sur le minimum retraite, Delevoye répond qu'il n'y aura pas de points gratuits ! Les femmes seront les plus durement impactées par cette décision. Les règles de calcul et de revalorisation

ou diminution de la valeur du point ne sont pas davantage connues. Et il annonce discrètement un grand chambardement : il veut « clarifier et déterminer la nature du financement » sans plus de précision mais l'on connaît l'objectif du gouvernement : fiscaliser le financement de la Sécu au détriment du salaire socialisé.

Ce que peut apporter la capitalisation ?

Supposée « sauver le système par répartition », la capitalisation peut enrichir un jour les retraités/rentiers mais aussi leur exploser à la figure le lendemain et leur faire tout perdre. Pour les assureurs et banquiers ce sera le jackpot, tandis que les retraitésEs seront soumis au grand casino de la bourse. Ainsi, aux États-Unis, la majorité des régimes de retraite sont des fonds de pension. C'est le choix fait par des municipalités de grandes villes pour financer les retraites de leurs

fonctionnaires. Et en raison de taux d'intérêt plus bas que prévu, en 2017, il manquait près de 4 milliards de dollars aux organismes détenteurs des

fonds de pension. En conséquence ces anciens fonctionnaires ne perçoivent plus le moindre dollar !

S. Bernard

MACRON S'EN PREND ENCORE AUX RETRAITÉS



CHARMAG

NO COMMENT

« Il faut arrêter de les maintenir sur le territoire français alors que ce sont des enfants étrangers qui devraient retourner dans leur pays. »

NADINE MORANO, à propos des mineurEs isolés étrangers, BFM-TV, 5 juin 2018.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MIGRANT-E-S Nous ne céderons pas au vent mauvais!

Un vent mauvais souffle sur l'Europe. Un sale vent qui nous rappelle les pires heures de notre histoire. Celles des persécutions, des exclusions, du racisme et du fascisme.

La tragique épopée de l'Aquarius continue à l'heure où ces lignes sont écrites. Le sort de 629 migrantEs, hommes, femmes et enfants, le plus souvent épuisés, blessés, sauvés du naufrage par les activistes de SOS Méditerranée, fuyant leurs pays ravagés par la guerre et la misère, est entre les mains des dirigeants de l'Union européenne, rivalisant dans le cynisme et la surenchère démagogique.

Le bal des pourris

À qui attribuer l'Oscar du plus pourri? Au Premier ministre belge qui croit faire de l'humour en déclarant que «la Belgique n'a pas de port en Méditerranée»? Au nouveau ministre de l'Intérieur fasciste d'Italie Matteo Salvini qui ose crier «victoire» après avoir interdit au bateau d'accoster dans un port italien? À Macron et Collomb qui, par leur silence assourdissant, cautionnent le susnommé? Car il serait trop facile de ne cibler que le «vilain fasciste» Salvini comme seul responsable de la tragédie qui se joue chaque jour en Méditerranée. C'est toute la politique migratoire européenne qui est mise en accusation. Ce sont tous les gouvernements du vieux continent qui, pour des raisons bassement électorales, entretiennent depuis des années sous des formes diverses le mythe anxigène de l'envahissement, ou celui tout aussi démagogique qui prétend qu'on ne pourrait pas «accueillir toute la misère du monde».

Contre la loi asile-immigration

Nous ne plions pas face à ce vent mauvais, et nous ne nous déroberons pas devant nos propres responsabilités, ici et maintenant. La première étant de toute urgence: combattre jusqu'au bout le projet de loi raciste asile et immigration. Car s'il est des batailles que l'on est sûr de perdre, ce sont bien celles que l'on ne mène pas! À ce jour, et au risque de nous répéter, aucune riposte nationale, aucune manifestation de rue, aucun rassemblement n'a même été envisagé par les organisations politiques et associations antiracistes «institutionnelles», réduisant leur «action» à une «bataille» d'amendements à l'Assemblée et au Sénat. Le mouvement social, s'il a invité certains collectifs de sans-papiers et de migrantEs à ses assemblées générales, n'a pas fait de la lutte contre la loi asile-immigration une de ses priorités. Il n'est jamais trop tard, et l'agenda des rendez-vous antiracistes est suffisamment fourni pour se rattraper.

Agenda antiraciste

Dimanche 17 juin, les participantEs à la marche Vintimille-Londres feront escale à Paris. La Marche des solidarités et les collectifs de sans-papiers d'Île-de-France les accueilleront à 15h à la gare d'Austerlitz, d'où nous partirons ensemble en manifestation jusqu'à la place de la République.

Mardi 26 juin, date du vote de la loi au Sénat: un rassemblement devant le Sénat est organisé par le Marche des solidarités et les collectifs de sans-papiers, à 17h30. Samedi 7 juillet, les marcheurs et marcheuses de l'Auberge des migrants arriveront à Calais. Une manifestation est prévue, pour exprimer, avec les migrantEs, notre exigence de mettre fin à ce régime des frontières, absurde et criminel. De mettre fin à la chasse aux migrantEs dans toute la région de Calais où, depuis l'évacuation de la «jungle», la police et les autorités locales traquent celles et ceux qui n'ont pas abandonné, malgré la répression féroce, leur désir de passer en Angleterre.

De l'air, de l'air! Ouvrons les frontières!

Alain Pajolat



LOI ORE Macron l'avait promis: «L'université, ce n'est pas pour tout le monde»

Au fur et à mesure que les résultats de Parcoursup tombent, et alors que nous sommes à une semaine du bac, on commence à comprendre plus profondément la réalité de ce que donne l'algorithme qui était censé faire des miracles après APB.

Dès les premiers résultats, une chose est apparue comme déterminante: le lycée d'origine. Ainsi, au cours de nombreux reportages, des professeurs de fac ont avoué pondérer les notes des dossiers scolaires avec un coefficient censé donner le «niveau» du lycée. D'où de grandes inégalités dans les taux d'élèves n'ayant aucune réponse positive trois semaines après les premières réponses.

Sélection sociale, sélection géographique

Mais le tri social à l'entrée de la fac ne s'arrête pas à un coefficient censé trier les lycéenEs de banlieue et les élèves de Henri-IV. En effet, si la loi prévoyait des taux minimum de boursierEs censés avoir des places «réservées» à la fac, on s'aperçoit maintenant que ces taux présentent d'énormes disparités. Ainsi, quand la fac de Paris 13 Villetaneuse doit accueillir 15,4% d'élèves boursiers (taux fixés par le recteur), la fac de Paris 3 Sorbonne-Nouvelle ne doit en accueillir que 3,7%, et 5,6% pour Paris 2 Assas! Des inégalités qui visent à accentuer la différenciation entre des «facs d'élite» et des «facs poubelles», ces dernières se trouvant, pour la région parisienne, évidemment en grande banlieue. De surcroît, les facs parisiennes ont mis des quotas d'élèves hors académie (donc hors Paris) très faibles, excluant ainsi les élèves de banlieue. Certaines licences, comme



@LAMUTEPHOTO

celle de chimie à Paris Diderot, accueillait 40% d'élèves hors secteur l'an dernier. Le nouveau logiciel a réduit cette proportion à... 3%! Pour une réforme qui a été vendue sous les auspices de «la méritocratie», que penser du fait qu'unE élève habitant le 7^e arrondissement et ayant 10 de moyenne soit prioritaire sur unE lycéenE de Bobigny qui aurait 16 de moyenne? Une fois encore, l'argument de la «méritocratie» est utilisé pour faire passer des réformes qui sont toutes plus injustes les unes que les autres.

Passer le bac sans avenir: l'innovation de Vidal

Pour encore beaucoup de lycéenEs, la rentrée est une grande inconnue:

nombreux sont celles et ceux qui ne savent pas où ils devront aller l'an prochain, attendant que les vœux se «libèrent». Une situation d'autant plus stressante en période de bac. À quoi bon passer son bac si on n'a pas d'avenir, demandent certainEs lycéenEs sur Twitter, qui ont peur de devoir quitter l'enseignement supérieur à bac + 0. Une peur partagée par les très nombreux lycéenEs qui n'ont pas eu un des vœux qu'ils et elles souhaitaient et qui doivent commencer leurs années post-bac par des études dont ils et elles ne veulent pas.

Comble de la situation, l'État a déjà prévu le coup, et Pôle Emploi commence à préparer ses salariéEs

à gérer les conséquences de l'échec de la nouvelle plateforme d'orientation post-bac, à savoir des milliers de lycéenEs qui n'auront eu aucune affectation. On a ainsi appris dans le *Républicain lorrain* (1^{er} juin) qu'à Metz les équipes locales de direction avaient lu une note aux employéEs expliquant qu'ils et elles allaient faire face à un afflux exceptionnel d'inscriptions en septembre. Témoignage d'un représentant syndical: «On va demander des explications. Une telle anticipation n'est pas anodine. Cela veut dire que le gouvernement s'attend à ce que nombre d'étudiants restent sur le carreau». Quel message plus méprisant aux lycéenEs les plus précaires? Vous avez beau être boursier, avoir un bon dossier scolaire... si votre lycée et votre département ne conviennent pas aux canons, vous pouvez vous retrouver à travailler à McDonald's à plein temps. Face à cette situation, la rentrée pourrait s'annoncer chaude. De nombreuses organisations politiques et syndicales préparent cette éventualité, en recensant notamment les étudiantEs «sans-fac». Un suivi qui va être plus que nécessaire quand on sait l'état de délabrement des services universitaires, ruinés par des années de disette budgétaire. **Georges Waters**

ENQUÊTE DE L'INSEE Vers l'explosion des inégalités avec les contre-réformes Macron

La dernière édition de «Revenus et patrimoine», publiée par l'Insee (<https://lc.cx/mhd2>), permet de mesurer l'impact de la crise: le niveau de vie médian en 2015 (1 692 euros par mois), celui en dessous duquel vit la moitié de la population, est inférieur à celui de 2008. Mais l'enquête dresse surtout un panorama très complet des inégalités en France et en Europe.

Après avoir chuté entre 1970 et 1984 (passant de 17,9% à 13,5%), le taux de pauvreté, qui est en fait un indicateur d'inégalité puisqu'il mesure la part de la population qui a un niveau de vie inférieur à 60% du niveau de vie médian, a cessé de décroître. Il oscille depuis autour de 14%, augmentant entre 2004 et 2011, et depuis 2013 pour s'établir en 2015 à 14,2%.

Stabilité des inégalités de revenu, hausse des inégalités de patrimoine

La pauvreté a changé de visage: elle concerne de moins en moins les personnes âgées et de plus en plus les familles monoparentales (dont le taux de pauvreté a augmenté de 5,4 points depuis 1996). Sans surprise, la pauvreté est très forte chez les chômeurEs (49%), mais aussi chez les agriculteurEs (25%) et les indépendantEs (21%). Le salariat est une protection contre la pauvreté, même si 15% des ouvrierEs sont pauvres, contre 3% des cadres. Alors que les inégalités de revenus sont relativement stables depuis une trentaine d'années (même si on décèle une tendance à la hausse depuis le début des années 2000), les inégalités de patrimoine se sont

envolées entre 1998 et 2015, même si la crise a réduit légèrement ces inégalités (avec l'éclatement des bulles immobilières et financières) depuis 2010. En euros constants, le patrimoine des 10% les moins dotés a baissé de 46% (ils détiennent moins de 0,1% du patrimoine total) contre une hausse de 67% pour les 10% les mieux dotés (qui détiennent 49% du patrimoine total).

Des dispositifs qui limitent pour le moment les inégalités...

Les 10% des ménages les plus riches contribuent à 65% du total de l'impôt sur le revenu et la part

payée par les 1% de très hauts revenus atteint 25%. C'est l'impôt le plus redistributif, et c'est l'impôt qui a été le plus réduit depuis les années 1980, notamment pour les plus riches, avec la baisse du taux marginal supérieur et la multiplication des niches.

La part des prestations sociales dans le revenu disponible varie de 48% pour les 10% les plus pauvres à 0,5% pour les 10% les plus riches. Ainsi, les mécanismes de redistribution corrigent fortement les inégalités: l'écart entre le revenu plancher des 10% les plus aisés et le revenu plafond des 10% les

plus modestes s'établit à 3,5 après redistribution contre 6,2 pour le revenu initial.

... mais dont Macron veut se débarrasser

Depuis le milieu des années 1980 (période dite néolibérale), les inégalités de revenus ont augmenté aux USA ou en Allemagne. Ce n'est pas le cas en France. Le taux de pauvreté est un des plus bas de l'UE et depuis la crise de 2008 il n'a augmenté «que» de 1 point. Mais cela pourrait changer rapidement: Macron s'attaque aux fondements du «modèle social» français. D'une part, il procède à un choc fiscal en faveur des riches en baissant massivement l'imposition sur le capital et en augmentant la fiscalité indirecte qui pèse plus fortement sur les plus pauvres. D'autre part, la future réforme des retraites va accentuer la pauvreté des vieux, en faisant de la pension une variable d'ajustement de la conjoncture économique. Enfin, le comité d'experts «CAP 2022» s'apprête à rendre un rapport qui préconise une réduction de dépenses publiques de 30 milliards, notamment dans la santé, l'éducation et les prestations familiales.

Gaston Lefranc



GRÈCE Grève du 30 mai, à la croisée de quels chemins ?

En apparence, la grève générale du 30 mai s'inscrit dans le cadre des mobilisations contre les plans misérabilistes imposés par les créanciers de la Grèce : une cinquantaine de journées depuis 2010 ! Cette grève a été bien suivie dans quelques secteurs (transports), mais les manifestations sont comme les dernières sans rapport avec celles des années 2011-13 (15 000 à Athènes) : l'imposition de terribles mesures antisociales décourage une combativité de masse. Pourtant, derrière ces données, le cadre d'action est peut-être en train de changer, en partie à cause de la dégradation profonde du rapport des forces sociales.

Fin des mémorandums

Tsipras le proclame : en automne, grâce aux sacrifices des travailleurEs et à sa politique, la Grèce sort des mémorandums... En réalité, au terme de l'évaluation par les créanciers, seront votées le 14 juin des dizaines de mesures anti-ouvrières (nouvelle baisse des retraites, des salaires...), condition pour que l'Eurogroupe du 21 juin donne son accord au financement attendu. Rien de réjouissant donc, et on voit croître dans Syriza les divergences par rapport à un Tsipras qui en appelle à l'alliance des « progressistes » (dont le PASOK!), et à l'adaptation définitive au libéralisme.

«Alliance sociale»

La GSEE (Confédération unique du privé, dirigée par le courant PASOK) et ADEDY (Fédération unique du public) viennent de former le cadre «Alliance sociale», avec une série d'organisations patronales ou professionnelles, et des objectifs rejoignant les perspectives de Tsipras : favoriser l'entrepreneuriat créatif, modernisation de la force



de production et de l'administration publique... Et c'est au nom de cette alliance sociale que les deux syndicats nationaux ont appelé le 30 mai à une journée nationale d'action pour protester contre les mémorandums, l'objectif étant de «placer la patrie en première ligne et d'aller vers le redressement de la société et de l'économie grecques» ! Il est important de voir si tout cela constitue une rupture, un pas significatif : tel n'est pas l'avis du KKE (PC grec) et de

LAE-Unité populaire, qui voient là un prolongement logique de la ligne des directions syndicales. Antarsya insiste quant à elle sur la gravité de cette alliance qui accroît la désorientation politique.

Le 30 mai et ses perspectives

Dans ce cadre, la grève du 30 mai avait un aspect désarmant ! Au meeting matinal de GSEE et ADEDY, il y avait encore moins de monde que le 1^{er} Mai, preuve que cette ligne n'a aucun soutien ouvrier. PAME,

le courant du KKE, avait de son côté un gros cortège, avec pas mal de jeunes, mais si PAME analyse assez bien le caractère patronal de l'Alliance, le paradoxe est que celle-ci prône un cadre patriotique que ne renierait pas le KKE, dédouanant le patronat grec pour charger les seules multinationales ! Les syndicats de base et la plus grosse partie d'Antarsya sont partis eux manifester au siège de GSEE puis du patronat, et NAR, courant principal d'Antarsya, a dénoncé LAE et le KKE qui restent «à la queue de GSEE».

Tout cela, entre dénonciation des uns et suivisme des autres, ne répond évidemment pas à l'urgence sociale. Même si Antarsya appelle pour le 14 à une «grève par le bas», cela ne suffira pas, et il est décisif de savoir offrir une perspective unifiante, sans oublier qu'effectivement, même si GSEE et ADEDY n'ont jamais voulu aller à l'épreuve de force toutes ces années, c'est toujours dans le cadre de leurs appels nationaux que les mobilisations d'ampleur ont pu avoir lieu.

À Athènes, A. Sartzekis

MAROC Un boycott sans précédent contre la vie chère

Depuis le 20 avril 2018, à la suite d'un appel anonyme sur Facebook rapidement devenu viral, des franges de plus en plus importantes de la population marocaine se sont mises à boycotter trois entreprises locales – chacune leader dans son marché – accusées de faire des profits excessifs par la vente de leurs produits à prix élevés : Centrale Danone (laits et produits dérivés), Afrikaia (distribution de carburants) et Sidi Ali (eau minérale). 42 % de la population participerait activement à ce boycott selon l'enquête d'un journal marocain.

Les appels au boycott pour baisser les prix de ces trois marques sont assortis de revendications contre la vie chère et la dégradation du pouvoir d'achat. Ils rappellent les mouvements de contestation populaire (dits hirak) qui ont secoué depuis 2017 le Rif et les villes de Jerada et Zagora. D'autant plus que ces trois groupes ne semblent pas avoir été choisis au hasard : Centrale Danone appartient au géant français de l'industrie alimentaire Danone, Afrikaia à Aziz Akhennouch, deuxième fortune du pays, très proche du palais royal et ministre de l'Agriculture depuis dix ans, et Sidi Ali à Miriem Bensalah, ex-présidente de la CGEM, équivalent marocain du Medef.



Un boycott qui ne faiblit pas

À ce jour le boycott ne faiblit pas et les entreprises ciblées commencent à en ressentir l'impact. Centrale Danone a annoncé une perte de 13,5 millions d'euros au premier semestre 2018... perte qu'elle a utilisée comme prétexte hypocrite pour licencier 886 salariéEs en intérim et réduire de 30 % son approvisionnement en lait auprès des petits producteurs (plus de 100 000). Cette stratégie de division entre salariéEs et boycottteuEs a pu avoir un certain effet : près de 2000 ouvriers de la Centrale, ayant peur de perdre leur emploi, ont réalisé un sit-in à Rabat. Organisé et encadré par la CDT (Confédération démocratique du travail) et l'UGTM (l'Union générale des travailleurs marocains), ce sit-in prit les allures d'un rassemblement d'appel à l'unité nationale pour l'arrêt du boycott, amalgamant défense des emplois et défense de l'entreprise.

Centrale Danone n'avait pas attendu le boycott pour appliquer dès 2017 un large plan de restructuration – appelé «plan Tareq» – impliquant baisses de salaires, licenciements et augmentation des cadences. Les salariéEs de la Centrale avaient alors répondu par la mobilisation et par la grève dans une dizaine de villes, causant parfois des pénuries de lait pendant plusieurs jours comme à Tanger.

Le gouvernement et l'État cherchent pour leur part à faire le dos rond. Ils ont annoncé dans un communiqué la création d'une commission d'examen des prix afin de réfléchir à la meilleure façon d'endiguer la crise tout en préservant «l'attractivité du Maroc» pour les investisseurs : il s'agira probablement de compenser une baisse des prix de quelques denrées par un financement étatique afin de ne pas toucher aux marges des entreprises.

Cette campagne de boycott sans précédent montre la colère existante parmi les classes populaires même si, pour le moment, la lutte contre la vie chère reste cloisonnée sur le terrain du boycott économique anonyme, avec les limites de ce mode d'action.

Myriam Rana

CHILI Un «Mai 68» féministe et social

Dans la foulée du vote à 70 % pour la légalisation de l'avortement en Irlande et en pleine campagne en Argentine, c'est un très profond mouvement de contestation, une véritable «vague féministe» qui déferle sur le Chili depuis le mois de mai, certains parlant d'un «Mai 68 féministe».

Tout a commencé avec deux agressions de plus, un professeur de l'université de Valdivia se rendant coupable de harcèlement, puis un ex-président du Tribunal constitutionnel agressant sexuellement une jeune contractuelle. L'administration s'est contentée alors de le changer de poste. Après des propos du ministre de l'Éducation de droite avouant de «petites humiliations et discriminations» touchant les femmes, cela a été la goutte qui a fait déborder le vase.

Oppression généralisée

Aussitôt, une AG de femmes a été convoquée (par la suite ouverte à tous) qui a décidé d'occuper la fac jusqu'à obtention d'un règlement interdisant de telles pratiques. Ces dernières sont très courantes dans un pays dans lequel les hommes sont encore légalement les maîtres du foyer, où l'adultère n'a été dépenalisé qu'en 1994 et où récemment 34 évêques ont dû démissionner tant il était avéré qu'ils avaient abusé de femmes et d'enfants, même après avoir eu le soutien du Pape François au début de l'année... Un pays comme bien d'autres où les femmes gagnent en moyenne 25 % de moins que les hommes mais payent le double en mutuelle



de santé quand elles sont, comme il est dit, «en âge fertile», un pays où on enregistre un délit sexuel toutes les 17 minutes et 65 agressions sexuelles par jour. L'avortement n'y a été dépenalisé que l'an dernier, sous la pression du mouvement féministe et lors de la deuxième mandature de la socialiste Michelle Bachelet, dont on ne peut donc dire qu'elle a été à la pointe du combat. Une dépenalisation d'ailleurs très relative. D'abord car, selon cette loi, les femmes ne peuvent avorter que

dans trois cas : viol, risque pour la survie de la femme et malformation du fœtus, ce qui signifie que l'avortement demeure encore quasiment interdit comme dans tous les pays d'Amérique latine à l'exception de l'Uruguay. De plus, par le biais de la dite «objection de conscience» les médecins et des cliniques entières, dont la plus grande du pays, celle de l'université catholique du Chili, peuvent refuser de pratiquer les avortements. L'actuel gouvernement de droite du Sarkozy chilien, Piñera,

cherche d'ailleurs à redonner des subventions d'État aux associations privées souvent proches de l'Église qui refusent l'avortement.

Vague de fond de contestation démocratique et sociale

L'un des slogans du mouvement, qui a fait tache d'huile dans tout le pays où, le 6 juin, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté et où, à ce jour, des dizaines de facs sont occupées est : «Nous sommes toutes victimes de la précarisation, étudiantes, migrantes, mères et travailleuses, dans la rue» !

En effet, le mouvement conteste bien au-delà des violences faites aux femmes. Il s'est développé contre l'apathie et le silence complice des partis de gauche d'opposition au gouvernement, mais aussi du syndicat CUT dirigé par le PC. Il a dès le début fait le lien entre, d'une part, les violences et l'oppression subie par les femmes et, d'autre part, leur situation sociale. Par exemple, l'AG de l'université catholique a levé l'occupation en ayant obtenu des garanties sur le versement de salaires non payés et du droit de grève pour les contractuelles en déclarant : «Ne baissez pas les bras, continuez le combat pour une nouvelle société féministe avec perspective de classe, c'est le moment».

Et pour s'élargir, le mouvement, essentiellement étudiant, en appelle également aux lycéenEs, aux syndicats et aux associations. Mónica Casanova

« SI TRUMP CONTINUE SUR SA LANCÉE ACTUELLE, IL FERA UN "DEAL" AVEC MOSCOU »



PHOTO: ROUGE / JMB

Entretien. *Gilbert Achcar est professeur à la faculté d'études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres. Il a publié, entre autres, deux livres sur les révolutions dans le monde arabe : en 2013, « Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe » et en 2017, « Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe ».*

Comment comprendre la décision de Trump de « sortir » de l'accord sur le nucléaire iranien ?

Comme pour tout ce qui concerne cet égocentrique maladif qu'est Donald Trump, il y a plus d'un facteur derrière une telle décision. Sur le plan politique, Trump a toujours qualifié l'accord de juillet 2015 comme le « pire de toute l'histoire », et cela d'autant plus que cet accord était le principal titre de gloire en politique étrangère de son prédécesseur Barack Obama, auquel Trump voue une haine qui relève autant du racisme que de la politique, sinon plus. En politique étrangère, les amis prioritaires de Trump sont Benjamin Netanyahu et la monarchie saoudienne, et l'hostilité des deux à l'accord piloté par l'administration Obama avec l'Iran est à la base de l'attitude du président américain. Ils souhaitent une attitude beaucoup plus dure envers Téhéran, une attitude qui combine des conditions plus draconiennes au sujet de son programme nucléaire ainsi que son programme balistique avec des conditions relatives à sa politique régionale, et notamment la cessation de son ingérence en Irak, Syrie et Yémen. Ce qu'ils souhaitent, c'est en d'autres termes une forte pression sur l'Iran pour obliger ce pays à capituler sur toute la ligne, ou alors envenimer sa situation intérieure au point de le fragiliser. Netanyahu souhaiterait même préparer les conditions d'un bombardement de l'Iran mené par Washington.

Trump espérait, après son élection, un rapprochement avec la Russie, notamment dans la gestion du dossier syrien. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Il l'espère toujours – comme on l'a vu récemment avec l'invitation qu'il a lancée à Poutine pour une rencontre à la Maison Blanche, et cela en pleine crise entre Moscou et Londres due à la tentative d'assassinat de l'ex-agent soviétique sur le sol britannique, ou encore avec la déclaration qu'il a

faite en préambule de sa participation à la réunion du G7 quand il a expliqué qu'il faudrait réinviter la Russie dans ce qui devrait redevenir, selon lui, un G8. Notons la convergence entre Trump et le nouveau gouvernement italien sur cette question : aujourd'hui, avec un régime ultraractionnaire en Russie, c'est la bienveillance envers Moscou qui caractérise l'extrême droite en lieu et place de l'animosité anticommuniste de naguère envers l'URSS.

Sur le fond, Trump est cohérent : il se fiche pas mal du sort de la Syrie et trouve qu'Assad est un moindre mal avec lequel il faut composer. Il souhaite d'ailleurs retirer les troupes américaines de ce pays et abandonner les Kurdes à leur sort face à son allié turc. Mais pour tout cela, la condition indispensable aux yeux de Netanyahu et des dirigeants saoudiens est le retrait de Syrie des troupes de l'Iran et de ses auxiliaires régionaux. Pour cela, le rôle de la Russie est décisif. Si Trump continue sur sa lancée actuelle consistant à donner libre cours à son inspiration du moment après s'être séparé de ceux des membres de son administration qui représentaient jusqu'à un certain point une contrainte par l'establishment, il fera un « deal » avec Moscou : reconnaissance de l'annexion de la Crimée et liquidation du contentieux en Europe, fin des sanctions, contre un accord sur l'évacuation de la Syrie par toutes les forces étrangères entrées dans le pays après 2011, ce qui inclut l'Iran et ses auxiliaires tout en excluant les forces russes présentes en Syrie depuis des décennies.

De l'Iran à l'Arabie saoudite en passant par le conflit entre Israël et les Palestiniens, y a-t-il une cohérence globale de la politique étrangère US au Moyen-Orient ?

Il est difficile d'appliquer la notion de « cohérence » à Donald Trump, le président le plus erratique et impulsif de l'histoire des États-Unis. Mais en l'occurrence, sur ce plan comme sur d'autres, c'est au dollar que

carbure ce promoteur immobilier, champion des magouilles en tout genre et des escroqueries à toute échelle. Or, le centre de gravité quant aux dollars au Moyen-Orient, c'est le royaume saoudien. À cela il faut ajouter que le souci politique principal de Trump, narcissique et démagogique comme il l'est, c'est de caresser dans le sens du poil sa base électorale d'adulateurs. Or une bonne partie de cette base, que représente le vice-président Mike Pence, ce sont des évangélistes qui soutiennent d'autant plus fortement Netanyahu qu'ils sont judéophobes dans l'âme. C'est ce qui explique le transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, et le spectacle offert par la participation de deux pasteurs américains auteurs de déclarations insupportables sur les Juifs et la Shoah, délégués par Washington aux côtés de Pence et de ces poupées Barbie et Ken que sont la fille de Trump et son époux.

Trump promet le « deal du siècle » sur le dossier israélo-palestinien dont il a chargé son gendre. Il faut s'attendre à une déclaration solennelle de sa part annonçant une « solution » qui sera inacceptable pour les Palestiniens, même pour l'émule de Pétain qu'est Mahmoud Abbas, le président actuel de la dite Autorité palestinienne. Ce sera alors le prétexte dont Netanyahu se prévaudra afin d'annexer officiellement les territoires aujourd'hui sous contrôle israélien direct en Cisjordanie. Comme l'a fait son prédécesseur et inspirateur Sharon pour l'évacuation de Gaza, Netanyahu ne croit pas en un quelconque accord avec les Palestiniens, car il sait que ce qu'il souhaite n'est pas acceptable même pour les plus corrompus de ces derniers. Il vise plutôt ce que la droite sioniste appelle la « séparation unilatérale », cette politique des faits accomplis par la force qui est congénitale à l'État d'Israël et dont ses frontières avalisées en 1949 sont elles-mêmes issues – il ne faut pas l'oublier.

Propos recueillis par Julien Salingue



DR

RETRAIT US DE L'ACCORD S

UN FACTEUR SUP DÉSTABILISATION

Le 8 mai, Donald Trump annonçait le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien et le rétablissement des sanctions économiques. Une décision attendue car annoncée de longue date, mais qui pourrait contribuer à ajouter de la déstabilisation au sein d'une région déjà largement meurtrie par les ingérences impérialistes et les politiques bellicistes des puissances régionales, Israël, Iran et Arabie saoudite en tête.



DES RIVALITÉS RÉGIONALES CRO

Les soulèvements de l'année 2011 et le processus de déstabilisation régionale qu'ils ont enclenché, combinés à la perte d'hégémonie étatsunienne consécutive à la déroute politique et militaire en Irak, ont contribué à accroître les rivalités entre puissances régionales, Iran et Arabie saoudite en tête. C'est en effet à une véritable guerre froide que l'on assiste depuis quelques années entre les deux pays, qui pourrait connaître de nouveaux développements avec le regain de tension autour du nucléaire iranien.

« **S**i l'Iran se dote d'une capacité nucléaire, nous ferons tout notre possible pour faire de même ». La déclaration du ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, est explicite, et elle n'a pas été faite n'importe quand. C'est en effet le 9 mai, soit le lendemain de l'annonce par Donald Trump du retrait des États-Unis de l'accord international sur le nucléaire iranien, qu'al-Jubeir a jugé bon de tenir ces propos sur CNN. Une nouvelle étape dans l'escalade verbale et militaire entre Iran et Arabie saoudite.

Guerre froide

Les rivalités entre les deux pays sont anciennes. Après la révolution de 1979, l'Arabie saoudite s'était sentie menacée par le discours du régime iranien, alliant conservatisme religieux et hostilité farouche aux États-Unis, principal allié et soutien de Riyad, et avait appuyé le régime de Saddam Hussein durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Après un apaisement relatif au cours de la seconde moitié

des années 1990, les tensions vont reprendre après la chute de Saddam Hussein en 2003 et l'avènement d'un gouvernement irakien dirigé par des Chiites proches de l'Iran, étendant la sphère d'influence de Téhéran. Les soulèvements arabes de 2011 seront une opportunité pour les deux rivaux de modifier les rapports de forces régionaux, par des interventions dans les conflits qui se développent avec l'épuisement du processus révolutionnaire. En Syrie, au Yémen, en Irak, au Liban... les affrontements diplomatiques, politiques et/ou militaires entre Arabie saoudite et Iran se sont ainsi multipliés, même si leurs troupes ne s'affrontent pas directement et s'il n'y a pas officiellement de guerre en les deux pays. C'est ce qui autorise à parler de « guerre froide » entre les deux puissances régionales, sans évidemment relativiser le caractère éminemment « chaud » des guerres en Syrie ou au Yémen, qui ont fait des centaines de milliers de victimes, avec des millions de déplacés et des situations humanitaires absolument catastrophiques. Une guerre froide entretenue par deux acteurs aux

motivations diverses : du côté de l'Iran, la volonté expansionniste est manifeste, en Irak, au Liban ou en Syrie, tandis que du côté saoudien, c'est l'ultra-conservatisme et la volonté que « rien ne change » qui domine.

Le contentieux libanais

En novembre dernier, la démission-surprise du Premier ministre libanais Saad Hariri, à la tête, depuis octobre 2016, d'un gouvernement de coalition regroupant la quasi-totalité de l'échiquier politique libanais, y compris le Hezbollah, a été interprétée à juste titre comme une volonté de représailles de l'Arabie saoudite vis-à-vis de l'Iran. Des représailles précipitées par les succès d'alors, en Syrie, d'Assad, des milices iraniennes et du Hezbollah contre les alliés des Saoudiens. Saad Hariri avait alors lu une déclaration à la télévision, depuis l'Arabie saoudite, dans laquelle il déclarait : « L'Iran a une mainmise sur le destin des pays de la région [...]. Le Hezbollah est le bras de l'Iran non seulement au Liban mais également dans les autres pays arabes. Ces dernières décennies, le Hezbollah a imposé

UR LE NUCLÉAIRE IRANIEN : PLÉMENTAIRE DE N RÉGIONALE?



ISSANTES

une situation de fait accompli par la force de ses armes.» De son côté, le ministre saoudien pour les Affaires du Golfe, Thamer al-Sabhane, n'y allait pas par quatre chemins : « Les Libanais doivent choisir entre la paix et l'affiliation au Hezbollah. » Le président iranien Hassan Rohani mettait quant à lui en garde quiconque voudrait « prendre une décision décisive en Irak, en Syrie, au Liban et dans l'ensemble du golfe Persique sans tenir compte des positions iraniennes ». Une crise heureusement sans conséquence immédiate, avec le retour d'Hariri et la tenue d'élections en mai dernier, mais qui donnait alors à voir le niveau de tension entre les blocs régionaux et les risques de contagion militaire, y compris au sein de pays qui semblent jusqu'ici épargnés.

Trump et Netanyahu poussent au crime

L'élection de Donald Trump et son hostilité affichée à l'égard de l'Iran a en réalité galvanisé les dirigeants saoudiens, qui se sentent autorisés à provoquer et à menacer la république islamique, convaincus qu'ils sont que le géant US les accompagnera. Les positions de Trump sur le nucléaire iranien et sur l'accord international, que les Saoudiens n'avaient pas manqué de critiquer, mais pas trop ouvertement pour ne pas froisser, à l'époque, Barack Obama, Riyad avait d'ailleurs félicité, en



octobre 2017, Donald Trump, suite à un discours de ce dernier où il répétait qu'il allait en finir avec l'accord sur le nucléaire iranien, en publiant un communiqué affirmant que « l'Arabie saoudite soutient et salue la ferme stratégie proclamée par le président Trump à l'égard de l'Iran et de sa politique agressive ». Une déclaration quasi conforme à celle de Benjamin Netanyahu, Premier ministre de l'État d'Israël, troisième acteur essentiel de cette exacerbation des conflits au niveau régional (voir interview de Gilbert Achcar). Si les discours belliqueux de l'Iran et de l'Arabie saoudite ne doivent pas nécessairement être pris au pied de la lettre et laisser penser que nous serions à la veille d'une conflagration régionale, force est toutefois de constater

qu'une situation de guerre froide durable s'est installée. Les deux puissances interviennent militairement hors de leurs frontières pour préserver ou étendre leurs zones d'influence, s'affrontent par groupes satellites interposés, et chaque force politique, est sommée de choisir son camp. Conjuguée à l'instabilité régionale, que les tensions croissantes autour de l'accord sur le nucléaire iranien pourraient encore aggraver, cette guerre froide est une catastrophe pour les peuples du Moyen-Orient, otages d'un affrontement entre deux régimes réactionnaires soufflant sur les braises des affrontements confessionnels et prêts à les sacrifier pour assouvir leur soif de domination.
Julien Salingue



« TRUMP ET NETANYAHOU ÉVOQUENT DES PROBLÈMES QUI NE FONT PAS PARTIE DE L'ACCORD »

Bernard Ravenel (historien, ancien président de l'Association France-Palestine solidarité) et **Patrice Bouveret** (de l'Observatoire des armements) ont répondu ensemble à nos questions.

En quoi consiste l'accord dit « sur le nucléaire iranien », et que valent les arguments d'Israël et de Trump selon lesquels l'Iran ne l'aurait pas respecté ?

L'accord dit sur le nucléaire iranien est centré uniquement sur la suspension complète des activités d'enrichissement de l'uranium. Il va d'ailleurs au-delà des obligations du Traité de non-prolifération (TNP) dont l'Iran est resté membre. Cet accord a été permis par une énorme concession de l'Iran pour qui il s'agit d'une confiscation par l'Occident de tout le processus technique d'enrichissement et d'une politique de « deux poids deux mesures » selon laquelle ce qui est légal et consenti aux autres (selon les règles mêmes du TNP) serait refusé à l'Iran. La référence évidente est Israël, superpuissance nucléaire et non signataire du TNP – sans que personne ne s'en émeuve... ni n'exerce de pressions à son encontre.

Or l'accord signé par l'Iran avec les 5+1 – c'est-à-dire les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne – est respecté par l'Iran selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), basée à Vienne, qui assure le contrôle sur place de l'application de l'accord ; ce qui balaie d'emblée les « arguments » de Trump et de Netanyahu.

En réalité Trump et Netanyahu évoquent des problèmes qui ne font pas partie de l'accord, notamment celui de la portée des missiles et de l'implication de l'Iran dans les conflits de la région. Ils prétendent que l'Iran ne devrait pas avoir le droit d'avoir ces types de missiles... alors qu'on n'a jamais contesté à aucun pays le droit de construire ou de disposer de missiles...

En réalité, derrière cette diversion, se cache les vrais enjeux pour les États-Unis : enrayer le développement économique de l'Iran, bloquer l'implantation de l'Europe sur le marché iranien et assurer le contrôle du marché énergétique du Moyen-Orient, en particulier par l'alliance avec l'Arabie saoudite.

On parle beaucoup de la « menace irannienne », mais qu'en est-il plus globalement de la prolifération nucléaire dans la région ?

Parler aujourd'hui de « menace irannienne » sans évoquer la situation géostratégique au Moyen-Orient sur le plan nucléaire est une véritable mystification, où le potentiel et le virtuel iranien se substituent au réel israélien.

En réalité la prolifération nucléaire se poursuit en Israël, qui modernise son arsenal en développant sa capacité de deuxième frappe à partir de sous-marins dotés de missiles de croisière équipés d'armes nucléaires miniaturisées. Ce développement quantitatif et qualitatif de ces armements par les pays déjà nucléaires constitue ce qu'on appelle une prolifération verticale.

Parallèlement, l'Arabie saoudite, considérant que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, a décidé de se doter de savoirs et de compétences nucléaires à partir du nucléaire civil... Des négociations sont en effet en cours actuellement, avec les États-Unis, au sujet d'un transfert de technologie dans le cadre de la construction de centrales. Des sociétés russes, françaises, chinoises et sud-coréennes sont également sur les rangs pour les contrats nucléaires saoudiens, en disposant d'un réacteur d'origine probablement américaine. L'Arabie entretient des contacts étroits avec le Pakistan nucléaire, qui est disposé moyennant finances à aider l'Arabie saoudite à se doter d'armes nucléaires.

Il faut préciser à cet égard que l'Iran ne voulait pas forcément devenir une puissance nucléaire, même s'il voulait s'en donner les possibilités et devenir un pays du seuil... Il est en effet resté dans le TNP dont il aurait dû sortir s'il avait voulu, comme la Corée du Nord qui est sortie du TNP en 2003, faire les essais nucléaires indispensables.

Quelle actualité pour la proposition de faire du Moyen-Orient une zone dénucléarisée, une « Nuclear free zone » ?

Le projet de création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient a été inscrit pour la première fois à l'ordre du jour de l'AG des Nations unies en 1974, à la demande de... l'Iran, à laquelle s'est jointe par la suite l'Égypte. Depuis, régulièrement, des résolutions sont déposées lors de l'AG de l'ONU sur cette

question. Cette proposition a été votée, à la demande pressante de l'Égypte en 1995 à la conférence de révision du TNP, et revotée en 2000. L'AIEA en a rappelé la nécessité tout en rencontrant l'hostilité des États-Unis et d'Israël. Pour leur part, les Européens l'ont promis aux Iraniens mais n'ont rien fait pour tenir leurs engagements. Devant le refus de fait des puissances nucléaires qui ont décidé, de façon délibérée, en violation des engagements pris en signant le TNP, de ne jamais renoncer à ces armes et même de les perfectionner, les États non dotés d'armes nucléaires ont décidé, sous la poussée des ONG, d'entamer un processus de négociation d'un traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Celui-ci a été adopté le 7 juillet 2017 au sein de l'ONU par 122 États. Ils ont ainsi repris la main et ont déstabilisé toute la politique de dissuasion des puissances nucléaires sur les autres pays qui tomberaient à l'eau dans la mesure où les armes nucléaires, et la menace de les utiliser, vont devenir illégales au regard du droit international.

Tous les pays du Moyen-Orient – sauf Israël – ont participé à ce processus mais, à ce jour, seule la Palestine a ratifié le traité... Aucun État du Moyen-Orient, sauf la Libye, n'a encore signé, première étape avant la ratification. À la mi-juin, 59 États ont signé le TIAN et 10 l'ont ratifié, alors qu'il en faudrait 50 pour que le traité entre en vigueur. Cela devrait être réalisé au cours de l'année 2019. En fait, tout dépend de la capacité des sociétés civiles à s'emparer du sujet pour aller vers le free-zone qui doit alors s'imposer à Israël.

En réalité, cette proposition se heurtera à beaucoup de résistances. D'abord parce que les armes nucléaires sont désormais considérées comme la garantie suprême de la supériorité militaire, ensuite parce que dans la région du Moyen-Orient se joue la partie stratégique décisive. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il faut appuyer la demande d'interdiction des armes nucléaires, à commencer par le Moyen-Orient et pas seulement pour l'Iran...

Propos recueillis par Julien Salingue

CONGRÈS DE LA CFDT

Tensions entre deux réalités

Le 49^e congrès de la CFDT, qui s'est tenu du 4 au 8 juin, a vu les délégués voter à plus de 83% le rapport d'activité et reconduire le mandat de l'équipe dirigeante. Mais malgré une appréciation quantitative favorable à la politique menée par le syndicat, de nombreuses voix se sont élevées, lors des interventions des syndicats ou de discussions informelles, pour désapprouver cette orientation.

Laurent Berger n'en espérait pas tant au vu des interventions assez virulentes les premiers jours, certainEs n'hésitant pas à réclamer une « deuxième déconfessionnalisation » en reprochant au syndicat une trop grande proximité avec la République en marche. Les critiques ont surtout porté sur le peu de combativité et la passivité (voire la bienveillance) de la Confédération face aux lois travail et ordonnances Macron. « Il est temps de durcir le ton » pour la déléguée du syndicat Services de Picardie. Les militantEs, peu entendus habituellement, ont exprimé leur colère et leur désarroi face aux nouvelles réglementations qui, au-delà des reculs sociaux, vont réduire drastiquement leurs moyens d'actions.



Laurent Berger moralisateur et culpabilisant

Mais le monde de la CFDT est ainsi fait que ce mécontentement ne s'est finalement que peu exprimé dans les votes. La technique est rodée : Laurent Berger fait figure d'autorité et utilise volontiers un ton moralisateur et culpabilisant. Après avoir balayé les critiques légitimes, il déclare faire « confiance » aux délégués pour envoyer « un message fort sur la force et la cohérence de la CFDT » face aux détracteurs de tous bords, en leur demandant de voter massivement pour le rapport d'activité.

Le macronisme, qui remet en cause et montre les limites du « dialogue social » cher à la CFDT, a mis en évidence les divisions internes. C'est pourtant avec lui que le syndicat réformiste, qui agite l'épouvantail du révolutionnaire, du communiste, ou du cégétiste cherchant à défaire le gouvernement, doit composer. Rappelant à de nombreuses reprises sa première place dans le privé, qui légitimerait sa méthode, Berger affiche son ambition d'en faire le premier syndicat dans le public aux prochaines élections professionnelles.

« Ce n'est pas moi qui ai changé, c'est la CFDT »

Le « recentrage » de 1978 a progressivement transformé la CFDT en une grande entreprise de la start-up nation, qui fixe des objectifs chiffrés à ses militantEs (+ 10% d'adhésions en 4 ans), récompense les plus méritants lors de remise de prix « Challenge développement » et qui cible les « jeunes », leur proposant notamment des « réponses à la carte ».

Des syndicats résistent, certains d'entre eux ont manifesté au côté des autres organisations syndicales, contre la directive de la centrale. Des militantEs affichent leurs convictions en présence de journalistes. Ainsi, André explique, lorsqu'on lui demande pourquoi il est toujours à la CFDT : « Parce que j'y tiens. Ce n'est pas moi qui ai changé, c'est la CFDT, elle n'était pas comme ça quand j'y suis entré. Ils ne m'en feront pas partir et je ferai ce que je peux pour continuer à m'y faire entendre et tenter de la faire changer. Et je ne suis pas le seul, même si nous ne sommes que la base, comme dirait Marylise Léon ». Les prochaines réformes annoncées, en particulier celle de la fonction publique et des retraites, risquent de mettre de nouveau à l'épreuve la confédération, et de provoquer des remous au sein de la base, exacerbant les tensions entre ces deux réalités.

Correspondante

1 - Nouvellement élue secrétaire générale adjointe et pressentie pour prendre la relève de Laurent Berger.

SANTÉ Grève démocratique et victorieuse à l'hôpital psychiatrique du Rouvray

Le Centre hospitalier du Rouvray situé à Sotteville-lès-Rouen (2200 personnes avec les structures de jour) est en surpopulation chronique avec 35 lits de camp dans les couloirs. Le 22 mars débutait une grève illimitée, qui s'est soldée par une victoire après un conflit d'une haute intensité.

Les revendications des grévistes : 52 postes de soignantEs, une réelle remise à niveau des effectifs pour accueillir de façon digne les patientEs ; la suppression des lits supplémentaires (lits de camp) ; une véritable unité pour adolescentEs, jusqu'alors hospitalisés avec des adultes ; une unité spécialement aménagée pour les détenuEs ; l'objectif est de mettre fin à la dégradation des conditions de travail, à la souffrance au travail afin d'assurer la qualité de soins.

Grève... de la faim

Au bout de deux mois de grève, aucune réponse de l'ARS (l'Agence régionale de santé). Le 22 mai, sept agentEs engagent alors une grève de la faim. Au bout d'une semaine, toujours le silence des financeurs, de la ministre Buzyn et de la presse nationale. Mardi 29, la visite de Benoît Hamon attire des journalistes.

Jeudi 31 mai, les agentEs grévistes se remobilisent plus nombreux et décident d'occuper les locaux administratifs, laissés vides par la direction. Un comité de soutien est constitué, toute décision étant prise avec l'aval des grévistes de la faim, du comité de grève et de l'intersyndicale. Il regroupe des gens très divers qui veulent agir, sert à amplifier les actions décidées par les grévistes, à alerter les médias, à ouvrir le mouvement à l'extérieur de l'hôpital.

Le week-end des 2 et 3 juin est riche en soutiens, avec la visite de Philippe Poutou et le café solidaire. Dimanche soir l'occupation des locaux est arrêtée. Les grévistes sont alors convaincus qu'il faut sortir et se montrer dans la ville. L'idée d'une manifestation est reprise pour le lundi 4 juin. Une journée tendue, difficile : deux grévistes de la faim sont hospitalisés. Une troisième a dû arrêter pour raison familiale. Un nouveau se met à son tour en grève de la faim. Mais le soir, bonne surprise : 1200 personnes sont au rendez-vous pour une manif préparée en deux jours ! En tête les blouses blanches, puis le comité de soutien, des familles (avec banderoles), des associations de malades, des jeunes, des élèves infirmierEs, des psychologues, des agentEs d'autres hôpitaux, des cheminotEs, des gens de l'agglomération, du Havre,



NPA

de l'Eure... La CGT est là, avec voiture sono, ainsi que Solidaires. Le cortège est vivant et vibrant : des agentEs grévistes décident du parcours, des slogans, se passent le micro, appellent à des sit-in improvisés. Cela remonte le moral de tout le monde. Les médias nationaux relaient enfin la lutte ! Chaque jour il y a deux AG : celle des grévistes, décisionnelle, est

fermée, et une autre AG en fin d'après-midi est publique. Le mardi 5 juin un gréviste de la faim est évacué par le SAMU. Le 6 juin l'ARS se manifeste pour la première fois : la directrice veut imposer la présence du président de la CME (le comité médical d'établissement) et refuse de négocier les revendications. L'intersyndicale et le comité de grève quittent la table.

Jeudi 7 juin au matin est prévue une mobilisation massive dans la ville avec blocage. Les dockers avaient annoncé leur présence mais ils décommandent. Les hospitalierEs, avec les cheminotEs, maintiennent. À 6h45, ils et elles sont 450 à la gare de Sotteville pour une longue marche jusqu'à 9h. La directrice de l'ARS, contrainte de négocier à l'hôpital est accueillie en pleine AG par un silence glacial. Des négociations acharnées commencent. Vendredi matin un appel à un rassemblement dans l'hôpital à 9h30 est lancé.

Victoire!

Vendredi 8 juin, l'AG des grévistes vote à l'unanimité les dernières propositions de l'ARS : créations de 30 postes « pérennes » (qui ne seront pas pris dans d'autres établissements), d'une unité pour adolescentEs et d'un département pour détenuEs.

C'est un grand moment d'émotion à l'annonce des résultats : sourires et larmes. On crie « Tous ensemble », « On a gagné ! ». Les grévistes de la faim sont acclamés ainsi que les médecins qui les ont suivis, tous les soutiens de l'agglomération, particulièrement les cheminotEs.

Ce succès est le résultat du courage des grévistes de la faim, de la détermination des agentEs, de l'unité syndicale sans faille et de la conduite démocratique de la grève ; la participation de toutes et tous, syndiquéEs ou non, au comité de grève et aux assemblées démocratiques quotidiennes, a permis aux grévistes de libérer leur créativité, de contrôler de bout en bout leur mouvement et les négociations ; ils ont pris des décisions dans des AG fermées tout en maintenant chaque jour des AG ouvertes permettant aux soutiens de participer à la grève à ciel ouvert et au comité de soutien de jouer un rôle utile.

Si cette victoire montre jusqu'où il est nécessaire d'aller pour faire reculer un pouvoir de gestionnaires déshumanisés, elle montre aussi que le mur du mépris peut être battu en brèche.

Correspondante

BLANQUEFORT

« Ford n'en a pas fini avec nous »



CGT FORD

Depuis l'annonce de sa volonté de désengagement le 27 février dernier, on s'en doutait, on le craignait, Ford pouvait à tout moment franchir un pas de plus vers la liquidation de l'usine. C'est donc arrivé le jeudi 7 juin lors d'un Comité d'entreprise extraordinaire. La multinationale y a officialisé son choix de lancer la procédure de fermeture de l'usine.

C'est un PSE (« plan de sauvegarde de l'emploi », qui porte si mal son nom) qui sera présenté et « négocié »

à partir de fin juin. Il n'y aurait pas de licenciements contraints avant septembre 2019, avec un arrêt total de l'activité prévu à la fin 2019. D'ici là,

MIGRANT-E-S L'horreur à la frontière italienne: personne ne pourra dire qu'il ne savait pas

Durant les huit premiers mois de 2017, 29 422 majeurEs n'ont pas été admis à entrer sur le territoire français. D'abord contrôlés au faciès, puis interpellés sans que leurs droits leur soient énoncés dans une langue qu'ils comprennent. Droits niés ensuite puisque leurs éventuelles demandes, dont celles d'être protégées au titre de l'asile, ne sont ni prises en compte ni enregistrées. 10 462 mineurEs ont subi le même sort. Ils ont pourtant des droits différents, comme celui d'accéder à un service médical, à un interprète obligatoire, ou celui de bénéficier d'un administrateur social chargé de la défense de leurs intérêts. SeulEs 27 (sur 10 462!) ont été confiés aux services de la protection de l'enfance alors que touTEs auraient dû l'être. Et le jour franc accordé aux seulEs mineurEs, pour qu'ils et elles aient le temps de s'entourer de conseils, va être supprimé dans la loi asile-immigration...

L'État hors-la-loi

CertainEs sont immédiatement refoulés, renvoyés par le train ou à pied, sans aucune procédure. Pour eux et elles c'est le déni d'existence total! Les autres sont retenus dans un lieu de privation de liberté qui n'a quant lui pas d'existence juridique. En effet, il avait été créé à titre temporaire pour... refouler les militantEs italiens qui voulaient venir manifester lors de la COP21 à Paris! Jamais légalisé dans la durée depuis, il sert aujourd'hui de lieu de «retenue» pour des femmes et des mineurs «parqués» dans une salle d'attente, les hommes dans des bungalows, privés d'eau, de nourriture, de soins, maintenus dans des conditions de salubrité indignes, révoltantes. Avec un maximum de pressions et d'humiliations: privés même de leurs lunettes, des téléphones portables, et pour les femmes de leur soutien-gorge! La tension dans ce lieu est intense, les policiers assurant leur service «à la chaîne». La politique migratoire commence par le refus de laisser entrer sur le territoire. Ils ont donc l'obligation de faire du chiffre pour garantir l'étanchéité de la frontière, et pour cela réacheminer le plus grand nombre possible de migrantEs, au mépris total du respect de leurs droits dont celui de déposer une demande d'asile économique ou politique. Quitte à les renvoyer, au-delà de l'Italie, mourir dans leur pays d'origine.

Nous devons en finir avec ces politiques racistes, xénophobes, inhumaines et pour cela nous révolter davantage, grossir toujours plus les rangs des «délinqants solidaires», agir ensemble avec les migrantEs, notamment contre la loi asile-immigration. Et convaincre ceux et celles de notre classe, dans nos syndicats, nos associations, que l'ouverture des frontières dès aujourd'hui serait déjà un grand pas vers un monde plus solidaire, juste et fraternel.

Roseline Vachetta

Adeline Hazan, contrôleur des lieux de privation de liberté, vient de rendre son rapport de visite du service de la PAF de Menton. Celui-ci dénonce, chiffres et observations à l'appui, la situation scandaleuse que subissent ceux et celles qui tentent d'entrer en France.



DR

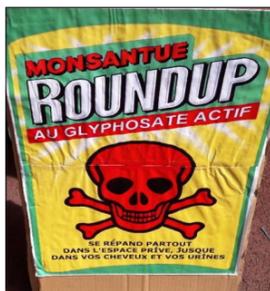
ARIÈGE Des plaintes déposées contre le «système pesticide»

Depuis le mois d'avril 2018 une campagne de recherche de glyphosate dans les urines des habitantEs est lancée en Ariège. Elle préfigure une action nationale de grande envergure.

Souvenons-nous: août 2017, le tribunal de Foix se déclare incompétent pour juger l'action des faucheurEs volontaires qui avaient, dans trois grandes surfaces, enduit de peinture des bidons de pesticides contenant du glyphosate, pour les rendre impropres à la vente.

Urgence sanitaire

Le tribunal, à la demande des faucheurEs et de leurs avocats, décide d'interroger la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) sur le respect du principe de précaution dans les méthodes d'évaluation et de mises sur le marché de tous les pesticides. La CJUE devrait statuer dans les mois à venir. Mais les délais de la justice et des politiques n'étant pas en



DR

adéquation avec l'urgence sanitaire, les faucheurEs volontaires poursuivent leur mobilisation avec la campagne générale d'analyse d'urines. Il s'agit de réunir le plus de personnes possible afin de démontrer la présence de glyphosate dans les urines et donc dans les corps. Le glyphosate étant le marqueur de la présence d'autres

produits toxiques contenus dans les pesticides.

Les personnes qui le souhaiteront pourront porter plainte contre les fabricants de pesticides contenant du glyphosate et ceux qui ont autorisé leur mise sur le marché. C'est-à-dire contre les rouages du «système pesticides».

Les premières plaintes seront déposées le vendredi 15 juin au commissariat de Foix. Elles marquent le point de départ d'une mobilisation nationale, l'ensemble des habitantEs du pays pouvant s'y associer au fil des mois à venir.

Une action anticapitaliste, non?

Correspondant

Soutien financier: <https://www.helloasso.com/associations/campagneglypho>
Contact email: campagneglypho@riseup.net

AIR FRANCE

Le conflit redécolle

La nouvelle direction d'Air France refusant d'entendre ses revendications, l'intersyndicale d'Air France appelle de nouveau à la grève du 23 au 26 juin.

Depuis sa prise de fonction, la nouvelle présidente d'Air France-KLM, Anne-Marie Couderc, a rencontré les organisations syndicales représentatives «afin d'écouter, comprendre et ainsi pouvoir identifier les actions nécessaires». Sans bien évidemment apporter aucune réponse puisque «Air France n'a pas les moyens d'augmenter ses coûts comme l'exige l'intersyndicale». Air France qui, loin du dépôt de bilan comme on voudrait le faire croire, va bien et même de mieux en mieux. La direction doit annoncer des mesures lors du prochain CCE le 14 juin. Mais vu le ton employé, elles seront loin des attentes des personnels. L'intersyndicale, portée par le rejet des salariéEs à la consultation organisée par la direction, a lancé un nouvel appel à la grève.

Aller vers la construction de collectifs

Si les précédentes grèves ont fortement pénalisé l'activité de la compagnie, notamment grâce à une mobilisation forte des pilotes, le mouvement n'a pour le moment pas réussi à créer des collectifs de lutte. Cela n'a pas été la priorité de l'intersyndicale. Les personnels navigants, principalement mobilisés, habitent souvent très loin de leur base de rattachement, leur faisant préférer la grève à la maison plutôt que la tenue de piquet de grève. Et de fait les rassemblements organisés n'ont pas réuni largement les grévistes, même s'ils ont pu être symboliquement importants comme l'envahissement de l'aéroport CDG le 22 février. Seuls les mécaniciens avion, en lutte sur leurs revendications propres, ont des formes d'auto-organisation, avec AG, moyens de communication et d'organisation, représentantEs élus. Pour que le mouvement prenne de l'ampleur, la prise en main par les personnels est indispensable.

Les salariéEs de KLM revendiquent également des augmentations de salaires

Coté KLM, la sœur néerlandaise, les salariéEs aussi se mobilisent. Des négociations salariales ont lieu parmi les trois catégories de personnels. En mai KLM avait annoncé un accord avec VNV, le très majoritaire syndicat de pilotes, comprenant notamment 4% d'augmentation salariale et 4% d'augmentation des jours de congés, soit des propositions bien plus fortes qu'à Air France. Mais cet accord vient d'être rejeté par la base. Les pilotes réclament de «réduire la pression du travail». C'est la même chose pour les hôtesses et stewards où un accord signé à l'automne a lui aussi été rejeté par la base. Et selon le quotidien hollandais *NRC Handelsblad* les choses se passent mal pour KLM également du côté des négociations avec les personnels au sol. Si la presse se fait l'écho de la volonté des pilotes de KLM d'aller jusqu'à la grève, il faut rappeler que le syndicalisme et le droit du travail sont très différents aux Pays-Bas. Il y a une vraie culture d'accompagnement de toutes les centrales syndicales, qui ont des moyens de pression plus forts. Mais ces confrontations à KLM ne peuvent que renforcer la lutte des salariéEs d'Air France. Cela doit aussi être l'occasion de rapprocher les travailleurEs dans leurs luttes contre leurs patrons communs.

Correspondants

des plans de départs volontaires (en préretraites notamment) devraient se succéder. Ainsi, c'est la fin de l'usine qui s'organise, se planifie à partir de maintenant.

Un danger prévisible

Et maintenant Ford veut aller vite. Le calendrier est en place, pas question de reculer les échéances. Le document avec les convocations aux réunions du PSE sont déjà arrivées dans les boîtes aux lettres des élus du comité d'entreprise. C'est un coup qui fait très mal, même quand on s'y attend. En effet, le danger était si prévisible que cela faisait des mois, et même des années que nous savions que ce moment pouvait arriver et que nous agissions pour l'éviter. Depuis très longtemps Ford menait une politique

qui conduisait à cette catastrophe. Nous l'avons dénoncée, nous avons alerté les pouvoirs publics, appelé régulièrement des actions (il y a un an pile nous envahissons le stand Ford aux 24 heures du Mans): nous avons tenté en permanence d'amorcer la mobilisation.

Aujourd'hui le constat est dur. Nous n'avons pas réussi. Et c'est un moment particulier car forcément il y a de la démoralisation, des doutes, de la tristesse, des pleurs, une fragilisation plus grande encore, il y a même un risque de lâchage.

Ne pas abandonner la bataille

Une fois que l'annonce est faite, c'est une bascule, on n'est plus sous la menace de perdre son emploi, on est en train de le perdre. Le sentiment d'inévitabilité

est encore plus fort et on voit encore moins comment on pourrait empêcher l'issue fatale. C'est forcément difficile pour une équipe militante qui s'est opposée à l'idée qu'on ne pouvait rien y faire, qui a cherché à convaincre les collègues de se prendre en main, de résister pour changer la donne.

Nous en sommes là. Sauf que nous avons énormément discuté entre nous, que nous nous sommes consolés, rassurés. Nous savons que nous ne pouvons pas abandonner la bataille, qu'elle va continuer d'une manière ou d'une autre. Même en position défavorable ou même dans un climat de résignation et d'inaction du côté de la grande majorité des collègues, il est nécessaire qu'une équipe militante et une minorité de collègues soient là pour exprimer la

colère, pour affirmer la possibilité de défendre les emplois jusqu'au bout.

De toute façon la décision de Ford est inadmissible, injuste, révoltante. Et l'hypocrisie du gouvernement est aussi insupportable, comme sa prétendue impuissance, en vérité son refus d'agir pour imposer à la multinationale de respecter ses obligations envers la collectivité. Cela donne autant de raisons de ne pas accepter et de se battre.

Redonner confiance aux collègues

Alors à peu nombreux aujourd'hui, nous espérons quand même changer l'ambiance dans les semaines qui viennent. Nous allons continuer notre propagande, notre journal de lutte, nous allons proposer des actions comme le voyage à Cologne le 20 juin prochain

devant le siège de Ford Europe. Et nous allons maintenir le cap de la défense de tous les emplois, contre la fermeture de l'usine, pour le maintien de l'actif, pour que les pouvoirs publics interviennent pour préserver l'intérêt général.

Notre objectif va être de convaincre, de toucher nos collègues, de leur redonner confiance. Nous voulons aussi faire des actions visibles pour toucher largement la population, faire surgir la solidarité, rompre l'isolement parce qu'une usine qui ferme ça concerne tout le monde, parce que nous avons un intérêt commun à stopper les licenciements et les liquidations.

Nous avons encore des choses à faire, à tenter. Alors c'est ce que nous ferons: Ford n'en a pas fini avec nous.

Philippe Poutou



Les comités en action!

Beauvais Mai 1968-mai 2018

Loin des commémorations embaumées, le lundi 4 juin à Beauvais dans l'Oise, s'est tenu un meeting avec Alain Krivine, consacré à Mai 68 et ses échos en 2018. Il y avait ce soir-là une assemblée attentive. La réunion a commencé par la projection d'un court film réalisé par le NPA. Ces témoignages de militantes et militants ayant participé à Mai 68 mettaient en évidence le rejet d'une société corsetée par le pouvoir gaulliste. La guerre d'Algérie et la solidarité avec le peuple vietnamien étaient également très présentes dans ce film. Lors de son intervention, Alain a insisté sur le caractère internationaliste du NPA. Il y a eu beaucoup d'interventions et de souvenirs de camarades sur les luttes de 1968 à Beauvais et dans l'Oise. Ces témoignages se situaient toujours dans la perspective du mouvement social actuel. Bref, ce fut une bonne soirée, qui s'est terminée par un buffet au cours duquel de façon informelle les débats se sont poursuivis. La projection du film a été prolongée par des photos illustrant les mobilisations auxquelles a participé le NPA de l'Oise ces dernières années.

Correspondant



NPA

Comité Poste Paris 15^e Retour sur Mai 68

Le comité Poste Paris 15^e a organisé le 6 juin une réunion sur le thème : « Comment s'inspirer de mai 1968 pour inverser le rapport de forces ». Une vingtaine de personnes étaient présentes, essentiellement des postierEs, au centre de distribution du courrier ou au centre financier du 15^e arrondissement.

Après une introduction rappelant les « événements » de mai-juin 68 (la plupart des participantEs n'étant pas nés à cette époque), Gisèle Moulié, ex-gréviste et militante syndicale au centre de chèques postaux (devenu par la suite « centre financier ») a raconté son expérience de la lutte dans cet établissement, où « les filles des chèques » devaient subir, en plus des cadences infernales, la surveillance tatillonne et le paternalisme des chefs. Ce qui ne les a pas empêchées de redresser la tête et de participer elles aussi à la grève du 18 au 31 mai 1968. L'un des acquis les plus importants de cette lutte fut « le samedi sur deux », alors qu'auparavant il fallait venir travailler tous les samedis.

Une réunion à renouveler de l'avis de tous les participantEs.

Correspondant

Rouen Contre le racisme et la loi asile-immigration.

Samedi 9 juin se tenait à Rouen une « manif déambulation » à l'initiative des États généraux des migrations, qui regroupent un grand nombre d'associations et groupes jouant un rôle réel dans la solidarité sous toutes ses formes avec les migrantEs. S'y étaient associés le collectif des sans-papiers qui existe depuis plusieurs mois, et le collectif La Garenne qui regroupe les 160 occupantEs d'un ancien Ehpad, pour l'essentiel migrantEs. Une manifestation festive de 250 personnes, dont un tiers de migrantEs, avec arrêts musicaux (groupes, chorale, danse), témoignages, prises de parole tout au long de l'après-midi... Une vraie réussite : malgré nos différences d'approches, nous étions toutEs ensemble dans la rue!

Correspondant

Fête du NPA région parisienne

Succès de la fête du NPA à Montreuil

La fête du NPA sur Mai 68 à Montreuil a été un succès avec plus de 600 entrées, un programme riche faisant le lien entre les expériences du passé et les leçons pour aujourd'hui.

Le dernier, pour cause de campagne électorale, nous n'avions pas tenu la fête et, loin des 300 entrées de 2016, nous avons renoué avec le succès des fêtes des années précédentes. Un public varié en termes générationnel et politique, beaucoup d'ancienEs militantEs et « compagnonEs de route » à cette fête.

Une réussite

Les débats, sur le contexte international de Mai 68, la maturation qui a précédé dans la jeunesse, les événements et les leçons politiques, ont été conçus comme une sorte de séminaire, avec des camarades du NPA ou proches de ses idées, des chercheuses et chercheurs, des militantEs de l'époque ou d'aujourd'hui. Le meeting a été un moment de rassemblement politique à partir des mobilisations de l'année. L'intervention de Xavier Chiarelli, de La Poste, a relaté la mobilisation contre le licenciement de Gaël Quirante et les liens avec les batailles contre les réorganisations dans l'entreprise et la bataille pour la grève générale. Katia, du secteur jeune, est intervenue pour raconter comment faire le lien entre 68 et les luttes actuelles de la jeunesse. Laura Varlet, cheminote à gare du Nord, a raconté la colère des grévistes et les tentatives pour construire une grève de masse, auto-organisée et



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

quotidienne, malgré la politique des directions syndicales. Alain Krivine a ensuite transmis la fibre militante de touTEs celles et ceux qui se sont mobilisées depuis un Mai 1968 qui a changé leur vie et qui continuent à se battre, qui ne renoncent pas. Olivier Besancenot a conclu le meeting en reliant les colères et la nécessité de s'organiser. Il a rappelé le combat des migrantEs, l'ampleur de la crise politique actuelle et la nécessité de renverser le capitalisme.

Une fête politique

La soirée s'est terminée sur une note festive et musicale grâce aux concerts de Kalune et Fanch. Même si il n'y avait pas une forte affluence à ce moment de la soirée, ils ont ravi les oreilles de touTEs. La pièce de théâtre de Fanny Gayard, *Maothologie*, est revenue sur la complexité de la vie des « établiEs » et le documentaire du NPA avec les militantEs de 1968, *Tout changer a été montré* dans sa forme définitive.

Dans la grande salle, non loin du stand de la librairie la Brèche, deux

expositions photos étaient présentées par RaDAR (Rassembler et diffuser les archives de révolutionnaires) avec l'aide de la Photothèque rouge et de Pierre Rousset. La première faisait découvrir des photos inédites et impressionnantes de Jean-Pierre Deshayes, datant de la seconde moitié du mois de mai 1968. La seconde exposition abordait le mouvement de lutte international contre la guerre au Vietnam entre 1966 et 1975, par la présentations de nombreuses photos, d'affiches et d'une série de drapeaux vietnamiens célébrant leurs nombreuses victoires militaires. La fête ne serait pas complète si elle ne contenait de nourriture qu'intellectuelle... Heureusement la dimension culinaire n'a pas été en reste, ce qui en a globalement fait une journée bien épicée!

La réussite de cette fête entre en écho avec les nombreux meetings réalisés dans une vingtaine de villes, avec Alain Krivine notamment, qui ont rassemblé près de 2000 personnes. Tous ces événements ont montré que, 50 ans après Mai 1968, cette

mobilisation de la jeunesse et cette grève générale restent des points de référence pour discuter de la stratégie et la tactique pour les mobilisations et pour la construction d'un mouvement d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse pour faire la révolution.



Les prochaines initiatives du NPA à l'occasion des 50 ans de Mai 1968

Samedi 16 juin Marseille

À partir de 12h, au Chapiteau de la Belle-de-Mai, 38, traverse Notre-Dame-de-Bon-Secours, 13003 Marseille

Samedi 16 juin Guingamp

Avec Alain Krivine. À 15h, le Dibar, Plougonver

Mercredi 20 juin Bourg-en-Bresse

Avec Alain Krivine. À 20h, salle Olympe-de-Gouges

Jeudi 28 juin Sarlat

Avec Yvan Lemaître. À 20h, salle Denoix au Colombier, ancien hôpital, près du centre culturel

Samedi 30 juin Auch

Avec Alain Krivine. 14h-23h30, salle des Cordeliers

Samedi 7 juillet Gérardmer

Avec Alain Krivine. Plus d'infos à venir

Université d'été

L'essayer, c'est l'adopter!



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

rentrée du NPA, rencontres internationales, éclairages historiques et anniversaires (les 50 ans de Mai 1968 bien entendu, mais aussi le centenaire de la Révolution allemande et le bicentenaire de la naissance de Karl Marx), formations et débats d'actualité (cette année sur la mobilisation actuelle ou les questions européennes) sont toujours au programme...

Ils et elles seront là...

À propos de programme, celui-ci est toujours en cours d'élaboration (il sera définitif dans un gros mois), mais citons déjà les premiers noms d'invitéEs et intervenantEs, tout en précisant que d'autres suivent....

L'historien Gérard Noiriel, spécialiste de l'histoire de l'immigration, sera parmi nous, ainsi que le journaliste et essayiste Dominique Vidal. Avec Laurence de Cock, Mathilde Larrère et Ludivine Bantigny, les retours historiques permettront d'éclairer le présent : mobilisations sociales d'hier et aujourd'hui. Les chercheurs-militants anticapitalistes (à moins que ce ne soit l'inverse) Éric Toussaint, Gilbert Pago et Jean Batou nous apporteront leurs éclairages croisés sur les grands thèmes et anniversaires de cette année.

Niveau auteurs, Mickaël Correia (journaliste indépendant, auteur notamment d'un ouvrage sur l'histoire

populaire du football) et Angel de la Calle (auteur de BD notamment célébré par le fameux Paco Ignacio Taibo II) seront de la partie.

En soirée, l'excellent réalisateur Stéphane Brizé (auteur de *la Loi du marché* et de *En guerre*) nous présentera son dernier film. Yannis et Maud Youlountas (*L'amour et la révolution*) et Quentin Ravelli (*Bricks*) nous présenteront aussi leurs documentaires.

Et précisons que nos camarades Catherine Samary, Michael Löwy, Olivier Besancenot, Ugo Pallheta (qui nous présenteront leurs derniers ouvrages), Emmanuel Barot, Julien Salingue (liste non exhaustive bien entendu), sont aussi sur la liste de nos intervenantEs...

N'attendez pas le dernier moment pour vous inscrire... et pour faire inscrire. Mer, soleil et lutte des classes, le cocktail d'une rentrée politique réussie.

Commission Université d'été

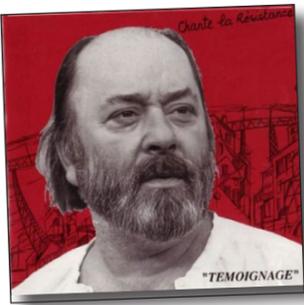
INSCRIPTION EN LIGNE

www.npa2009.org/ue2018

POUR PLUS D'INFORMATION, voir la rubrique sur le site ou par mail

universite.ete@npa2009.org

Disparition



Marc Ogeret

Interprète de Louis Aragon, Paul Eluard, Jean Genet, Aristide Bruant, Gaston Couté ou Léo Ferré, le chanteur Marc Ogeret est mort le 4 juin, à l'âge de 86 ans, au centre hospitalier de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or), où il était hospitalisé depuis plusieurs jours.

Avec cet homme engagé, qui sera enterré en œillet rouge sur la poitrine, disparaît une page entière d'une chanson française poétique et politique, qui, dans les années 1950-1960, était désignée sous le terme de «chanson rive gauche».

Né le 25 février 1932 à Paris, entre Montparnasse et Saint-Germain-des-Prés, rue de l'Abbé-Grégoire, signe prémonitoire s'il en est pour quelqu'un qui chanta ensuite la révolution, Marc Ogeret grandit dans une famille modeste, avec un père employé au service de santé du ministère de la Guerre et une mère couturière.

À 17 ans, après une scolarité grise aux lycées Montaigne et Louis-le-Grand, il abandonne ses études pour travailler dans une fonderie, puis chez IBM et Renault. Quelques amis qui ont monté une troupe de théâtre le convainquent de les rejoindre et d'arrêter l'usine. Il se pique au jeu et intègre le Centre dramatique de la rue Blanche. Pour assurer l'ordinaire et

se permettre un peu d'extraordinaire, muni de sa guitare, accompagné par un copain qui joue de la mandoline, il fait la manche aux terrasses des cafés de Pigalle ou du Quartier latin en chantant Léo Ferré et Félix Leclerc.

Grand amateur de poésie

Un quidam impressionné par sa voix chaleureuse, son timbre clair et sa diction impeccable le recommande à Pierre Prévert (le frère de Jacques, le poète), qui, après avoir tâté du cinéma, dirige la Fontaine des quatre-saisons, un cabaret de la rive gauche. Engagé le soir même, en première partie de Philippe Clay, Marc Ogeret démarre à partir de 1955 une carrière d'interprète amateur de poésie, aussi à l'aise dans la goulante, la ballade tragique ou la chanson populaire. Comme Francesca Solleville, Monique Morelli, Jacques Douai, Hélène Martin ou Jean-Roger Causimon, les autres grandes figures de la «chanson rive gauche», il court les cabarets, chez Agnès Capri, La Colombe, etc. Contrairement à eux,

Ogeret n'est qu'un interprète, mais sa grande originalité est de mettre en mélodie des poèmes de François Villon, Louis Aragon, Pierre Seghers, Christian Salmon, Marc Alyn, Jean Genet. Et de reprendre les grandes chansons révolutionnaires comme *la Semaine sanglante*, *le Temps des cerises*, *la Carmagnole*, *le Triomphe de l'anarchie*, etc.

Première partie de Brassens

«Instinctivement, j'ai toujours chanté les chansons historiques, politiques, de la même manière qu'une chanson d'amour. Bien sûr, je ne chante pas tout pareil, mais un poème de Villon, je vais le chanter comme s'il avait été écrit hier. C'est peut-être le secret instinctif de ma manière de chanter. [...] Quand on chante une chanson, on ne doit pas tenir compte de l'époque de sa création», confiera-t-il au magazine *Je chante*, en 1992.

Après une série de 45 tours parus en 1958 et vendus uniquement dans des magasins d'électroménager, où il interprète Béart, Brassens, Ferré et

Bruant, Marc Ogeret obtient à partir de 1962, en chantant Aragon (*les Mains d'Elsa*, qu'il oblige *Vogue*, sa maison de disques, à vendre dans les Prisunic), une véritable reconnaissance de ses pairs. Il reçoit, en 1962, le prix de l'Académie Charles-Cros. En 1964, Brassens lui demande d'effectuer sa première partie à Bobino, et Ferré lui donne plusieurs chansons.

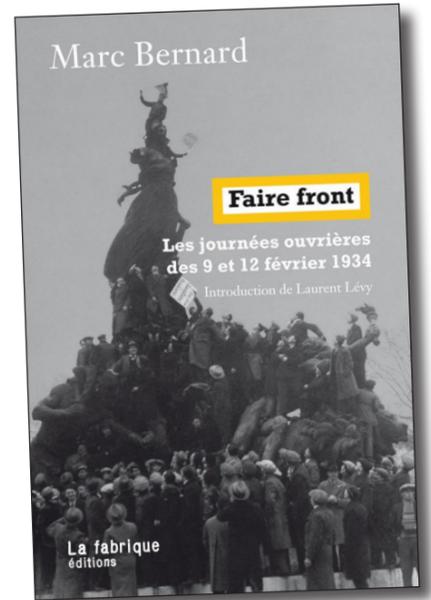
Une grande sensibilité

En 1968, il célèbre, dans un 33 tours, la Commune de Paris. En 1970, sa reprise du *Condamné à mort*, de Jean Genet, mis en musique par Hélène Martin, est époustouflante. Il s'intéresse ensuite à Aristide Bruant (1978), à la contestation (*Chansons contre*, 1980), à la Résistance (*Chante la Résistance*, 1990), et, grand amateur de voile, aux refrains de matelots (*Chants de marins*, 1996). En 1999, son dernier album, *De Grogne et de velours*, rend hommage à son vieil ami Léo Ferré. Diminué par la maladie, il arrêta ensuite, peu à peu, de se produire sur scène, lui qui avait tourné dans le monde entier. Humaniste, d'une grande sensibilité, ayant en horreur la vulgarité, Marc Ogeret n'a jamais voulu être une star. Engagé à gauche, mais refusant d'être encarté dans un parti, il fut un syndicaliste très actif au sein du Syndicat français des artistes (SFA), proche de la CGT. Il incarne une époque révolue où chanson, poésie et politique fredonnaient en chœur. **Yann Plougastel**

Essai

Les journées ouvrières des 9 et 12 février 1934, de Marc Bernard

Grasset, mars 1934, réédité à La Fabrique en mai 2018 sous le titre **Faire front** avec une introduction de Laurent Lévy.



D'origine populaire, Marc Bernard (1900-1983) est, dans les années 1930, une figure des milieux littéraires d'extrême gauche. Il s'en éloignera en 1940, avant l'obtention du prix Goncourt en 1942 puis une collaboration au *Figaro* après-guerre. Mais début 1934 il aspire avec les «écrivains prolétariens» à faire «pénétrer dans la littérature, l'esprit de révolte qui anime les couches sociales dont ils sortent et auxquelles ils déclarent vouloir rester fidèles».

Les péripéties d'un rapprochement

En pleine «troisième période», le Parti communiste en appelle alors, face au danger fasciste, à un illusoire «front unique à la base» avec les socialistes. Mais le 6 février, c'est au côté d'organisations nationalistes que, via l'Association républicaine des anciens combattants, il appelle ceux-ci à défilé dans Paris. La manifestation tourne à l'émeute quand les ligues d'extrême droite tentent de s'emparer du Parlement. À chaud et au jour le jour, Marc Bernard décrit ces journées. Le 6, où des militants communistes se joignent aux Camelots du roi dans l'émeute. Mais surtout, en réaction aux événements, les manifestations qui se multiplient en province regroupant socialistes et communistes. Le 9, où communistes et manifestants ouvriers affrontent la police dans l'est parisien. Puis, pour le 12, la préparation commune avec les socialistes de la grève générale et de la manifestation monstre à la porte de Vincennes, mais aussi d'autres, massives, dans presque toutes les villes ouvrières de la région. Le principal intérêt du récit est d'exposer, avec de nombreux détails, les péripéties d'un rapprochement, par la suite passées sous silence et méconnues.

L'enthousiasme généré se retrouve dans le témoignage de Marc Bernard proclamant que «chaque fois que le PC et le PS s'uniront pour agir, [...] ils entraîneront [...] un tel élan révolutionnaire que je ne vois aucun obstacle qu'ils ne puissent briser». Pourtant en 1936-1938, c'est contre ces organisations, unies dans la politique du Front populaire, que viendra se briser la vague montante de la révolution prolétarienne. **Kris Miclos**

Roman

Bleu de Prusse, de Philippe Kerr

Éditions du Seuil, 672 pages, 22 euros.

Bleu de Prusse est en théorie l'ultime roman de l'auteur, décédé en mars 2018, et la dernière aventure de Bernie Gunther (voir *L'Anticapitaliste* du 5 avril). Mais il semblerait que d'autres manuscrits aient été terminés, selon l'éditeur. Souhaitons qu'ils soient d'une qualité au moins égale à ce *Bleu de Prusse* qui vous tiendra scotché tout au long de ses 652 pages.

De la SS à la Stasi

1939 et 1956 : Bernie Gunther, ex-flic de la république de Weimar et du troisième Reich sauve, par deux fois, sa peau in extremis à Homburg, petite ville de Sarre bénéficiant de grottes et tunnels à multiples accès. Philip Kerr, l'auteur écossais de ce polar à double intrigue ne pensait certes pas au tube «Homburg» de Procol Harum en choisissant cette ville mais à sa situation frontalière propice à toutes les fuites et disparitions pendant les terribles années 1930-1940.

Inutile d'avoir lu les 3 romans de la *Trilogie berlinoise* pour aborder ces nouvelles aventures du flic berlinois. Bernie Gunther est un ancien policier social-démocrate, contraint à la démission par l'arrivée au pouvoir des nazis. Ses talents d'enquêteur intéressent cependant les nazis, qui l'obligent à travailler pour le régime avec promotion à la clé. Dès lors, il reçoit des ordres de personnalités aussi «sympathiques» que Heydrich, Goebbels ou Himmler, et doit endosser l'uniforme avec les conséquences qui iront avec à la Libération.

Bleu de Prusse est assez retors pour mettre en exergue une partie des mêmes personnages en 1939 et 1956. Ils ont seulement un uniforme

différent. De la SS à la Stasi, toujours la même absence de scrupules ou de sens moral minimum!

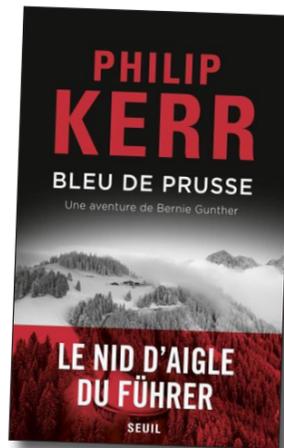
Une cavale héroïque

En 1939, c'est Heydrich qui envoie Bernie dans le «nid d'aigle» du Führer avec mission d'élucider, en moins d'une semaine, un assassinat perpétré au sein même du Berghof. Il lui demande de ramener au passage quelques preuves malodorantes contre Bormann, grand maître du lieu qui est, selon Heydrich, trop apprécié du Führer.

En 1956, c'est le général Mielke, chef de la Stasi, qui ordonne à Bernie de quitter son refuge du Cap Ferrat pour

aller exécuter en Angleterre une agente double à l'aide d'une substance qui deviendra plus connue sous le nom de Polonium. De Nice à Homburg, sa cavale héroïque sera semée d'embûches dressées par ses ex-collègues allemands qui trouvent des complicités nombreuses en France.

La description des malversations et de la corruption généralisée régnant à tous les niveaux du troisième Reich ainsi que le système de rivalités mis en place dans son état-major par le Führer vaut tous les manuels d'histoire avec le «sel» (il faut lire le livre pour comprendre l'importance du mot) d'une intrigue tirée au cordeau et menée à un rythme d'enfer grâce



au soutien de la méthamphétamine (pervitine), la drogue des SS. Incontestablement du lourd que ce *Bleu de Prusse* qui n'est pas qu'un bleu profond!

Sylvain Chardon

Enfants

L'été des bouquins solidaires



Les éditions pour la jeunesse Rue du Monde, souvent présentes dans ces pages grâce à la qualité et l'engagement de leurs publications (voir par exemple *L'Anticapitaliste* n°430 du 17 mai), poussent, comme chaque année, leur engagement jusqu'à l'action en participant à l'opération du Secours Populaire qui emmène le 22 août à

Cabourg 5 000 enfants privés de vacances. Ces 5 000 enfants se verront, comme tous les ans depuis 15 ans, offrir un livre par Rue du Monde. Du 21 juin au 15 août, dans les 400 librairies participantes, les ventes de trois livres participeront à ce beau projet. Offrez des bouquins à vos chérubins et en même temps à plein d'autres enfants!

La Grande Chevauchée

22 contes de voyage sur le thème du cheval
8 ans, 18,80 euros
De Patrick Fischmann, illustrations de Bruno Pilorget

Les contes à la coque

52 contes sur le thème de la cuisine et la gastronomie dans le monde
7 ans, 18,80 euros
De Alain Serres, illustrations de Zaï

On commence demain!

Fable écologique : les animaux du zoo libérés retrouvent le bonheur et la santé
4 ans, 17 euros
Texte et images Éric Battut

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

«Levica est le seul parti parlementaire en Slovénie avec des positions anticapitalistes»

Entretien. Une consultation électorale a eu lieu en Slovénie le 3 juin 2018. Le parti ultraconservateur de Janez Janša a obtenu le plus haut score, avec 24,96% des voix. Il est suivi par un autre parti de droite qui réalise un score de 12,66%. Ce résultat important est largement le résultat d'une campagne démagogique anti-migrantEs. Mais le cumul de ces pourcentages n'est pas suffisant pour constituer un gouvernement majoritaire et, si Janez Janša veut gouverner, il devra trouver des partenaires dans la multitude des petits partis, ce qui inclut le parti anti-islam qui fait 4,20%. Il y a néanmoins des événements porteurs d'espoir. Le parti Levica (la Gauche) a obtenu 9,29%, à comparer avec le résultat du parti social-démocrate qui fait 9,92%. Entretien avec **Marko Kržan**, militant de Levica.

Pouvez-vous expliquer les circonstances dans lesquelles Levica est né et ce qu'il représente dans l'éventail des partis politiques en Slovénie ?

La fondation de Levica peut être retracée dans le mouvement massif de protestation qui a eu lieu en Slovénie en 2012 et 2013. Le motif des protestations était plutôt d'ordre moral (anticorruption), mais il y avait un groupe socialiste organisé qui a identifié des facteurs économiques objectifs sous leur aspect moralisateur. Ce groupe s'est organisé en IDS (Initiative pour un socialisme démocratique), un parti anticapitaliste qui, en 2014, a constitué une coalition électorale appelée Gauche unie, prédécesseur de Levica. Levica est le seul parti parlementaire en Slovénie avec des positions anticapitalistes, remettant en question la domination des classes dirigeantes slovènes et de leurs équivalents dans l'Union européenne et dans l'Otan. Levica n'a cependant pas été capable de se positionner comme force antisystème aux yeux d'un large public, qui voit en Levica le plus radical des partis de la gauche libérale. Levica est vu comme ne s'opposant pas à ces partis, ni au système capitaliste. Ceci est, jusqu'à un certain point, l'effet du travail du système parlementaire bourgeois ainsi que des médias qui essaient toujours de réduire le champ politique en deux pôles – libéral et conservateur – évacuant par ce moyen la lutte de classe des masses travailleuses contre l'exploitation quotidienne.

Quelle est la base électorale et militante de Levica, ainsi que son implantation régionale ?

Levica a obtenu les résultats électoraux les plus élevés dans les centres urbains, spécialement dans la capitale Ljubljana. Il a le public le plus jeune et le mieux éduqué des forces parlementaires. Toutefois, cette base est petite-bourgeoise (travailleurEs des services publics, précaires) plutôt que strictement prolétarienne. Ceci est la conséquence du fait que le «populisme de droite» (comme Trump aux États-Unis et Orban en Hongrie) a été capable de s'imposer comme force antisystème prétendant représenter «le citoyen ordinaire», bien que sa politique économique fasse la promotion des intérêts du grand capital et bénéficie à la petite-bourgeoisie. La distance entre le parti et les masses est réfléchi par la distance entre la direction du parti (politiciens professionnels et cadres) et ses membres ordinaires (qui prennent le rôle de consommateurs de l'idéologie officielle plutôt que d'en être les créateurs et les auteurs). De ce point de vue, Levica reste une organisation petite-bourgeoise ordinaire sans formes socialistes spécifiques d'action politique et d'organisation.



Levica a-t-il participé à des conflits sociaux ?

Le plus grand problème de Levica et de la «gauche radicale» en général est sa faiblesse quant à la théorie radicale et le militantisme. Levica s'est définitivement intéressé à la situation des travailleurEs surexploités et a lutté pour diminuer le taux d'exploitation, en augmentant les salaires. Mais cela a été fait depuis le Parlement, et pas sur le terrain. En dépit de sa force électorale relative, Levica est encore incapable d'atteindre directement les masses dans leur combat. Ceci crée un danger constant d'opportunisme (les prises de position hors médias sont négligées et ne sont pas communiquées à un large public) et d'intégration dans l'appareil politique bourgeois.

Quels ont été les thèmes proposés par Levica dans la campagne électorale ?

Levica a fait la promotion des droits des travailleurEs, des sans-emploi et des retraitéEs contre les forces du capital. Cela comprend les revendications pour l'abolition des formes les plus précaires d'emploi, une augmentation des salaires, des pensions et des aides sociales, ainsi que des mesures pour réaliser ces objectifs comme la taxation du capital et des revenus élevés. Le deuxième thème majeur était que les mesures devaient bénéficier

au bien-être de la population slovène plutôt qu'aux intérêts des puissances occidentales (UE, Otan). Une des revendications a été d'abandonner le plan d'investissement de 1,2 milliard d'euros d'équipement militaire qui sert à rendre l'armée plus utile pour les interventions de l'Otan à l'étranger. Cependant, les médias, soutenus par le capital et ses représentants politiques, ont été ceux qui ont dicté la campagne. L'objectif de celle-ci était d'exiger des exemptions fiscales et de favoriser les nantis.

Le tout imposé de concert avec l'inévitable «problème des migrants» et des questions imaginaires de «sécurité». Ceci a été représenté comme la question décisive en dépit du fait que la Slovénie connaît une augmentation rapide du revenu national, qu'elle a les excédents [de sa balance des paiements] les plus importants dans l'Union européenne, que le niveau de taxation en Slovénie est en-dessous de la moyenne européenne. En bref, les capitalistes ont été en mesure de présenter leurs intérêts de classe comme formule de développement alors que les principaux économistes nous apprennent le contraire.

Quelle sera la politique de Levica au Parlement ?

Levica devrait immédiatement mettre la pression sur le capital domestique et ses défenseurs pour améliorer le statut et la situation des travailleurEs et pour utiliser les ressources publiques (prévues pour les dépenses militaires) au profit du système de santé et plus généralement d'une amélioration de la situation sociale. Je n'ai pas beaucoup d'illusions sur le fait que Levica puisse gagner dans ce type de rapport de forces, mais cela pourrait radicaliser les

masses et garder le parti dans la bonne direction, direction qui consiste à développer une force politique qui dans des circonstances favorables, tiendrait le premier rôle de la transition au socialisme. Car en dépit de l'amélioration de la situation économique, il est évident que le mode de production capitaliste est dans une crise profonde et doit être dépassé.

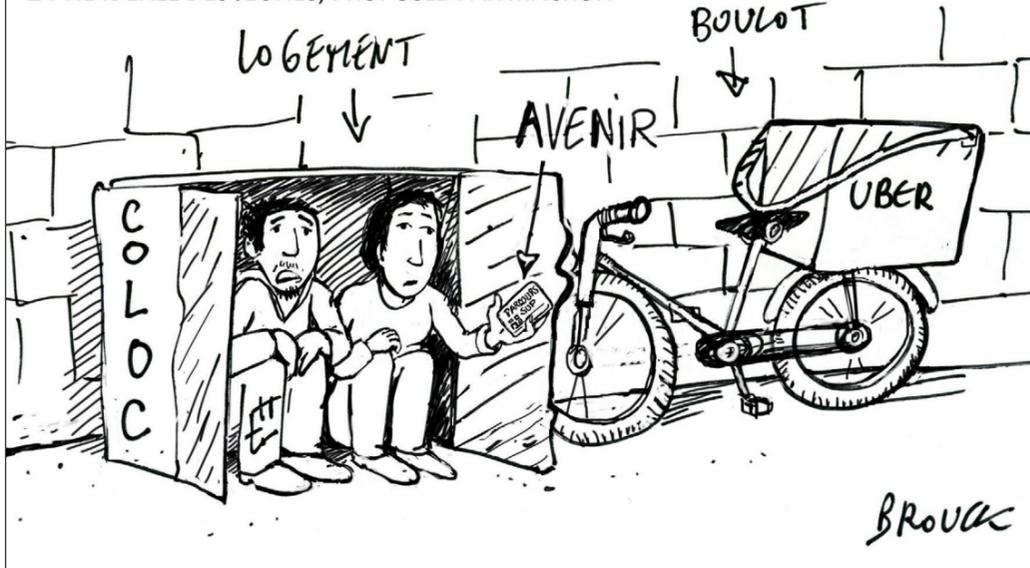
La tentation de participer à un nouveau gouvernement que l'on pourrait qualifier de centre-gauche pourrait être grande. Ne pensez-vous pas que cela pourrait conduire à des impasses et des situations comme ce qui s'est passé en Grèce ?

La comparaison avec la Grèce n'est pas très utile, car la situation courante de la Slovénie dans le capitalisme européen et dans l'Union européenne n'est pas la même. Il y a aussi le fait que Syriza était le parti majoritaire dans un gouvernement de deux partis, tandis que Levica serait un membre très minoritaire dans une coalition de 5 ou 6 partis. Ainsi, il aurait moins de force que Syriza dans une situation politique moins radicale. Le résultat le plus vraisemblable d'une telle coalition serait l'intégration de la direction du parti dans la classe politique et/ou la perte de son soutien. Les faiseurs d'opinion de la gauche libérale encouragent Levica à rejoindre le gouvernement, non pas pour promouvoir les intérêts de la classe ouvrière, mais pour empêcher la faction conservatrice de la classe politique de s'emparer du pouvoir au détriment de la faction libérale. Mais l'histoire nous enseigne que la participation à des gouvernements bourgeois n'a rien à voir avec la prise du pouvoir pour transformer le système, ce qui est la tâche des socialistes.

Propos recueillis par Lucien Perpette

L'image de la semaine

LA VIE IDÉALE DES JEUNES, PROPOSÉE PAR MACRON



Vu ailleurs

LES ENTREPRISES DU CAC 40 CHAMPIONNES DU LOBBYING.

Il ne s'agit très probablement que de la partie émergée de l'iceberg, mais les données donnent une idée de la puissance de feu des grandes entreprises françaises lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts [...]. Comme le révèle le premier contre-rapport annuel sur les grandes entreprises françaises de l'Observatoire des multinationales, qui sera publié dans quelques semaines, en 2017 les entreprises du CAC 40 ont déclaré 9,65 millions d'euros de dépenses de lobbying à Paris, 26,95 millions d'euros à Bruxelles, et 22,2 millions de dollars à Washington. Ces chiffres ne reflètent cependant qu'une partie de la réalité: toutes les entreprises ne respectent pas nécessairement leurs obligations. [...] Une firme du CAC 40, TechnipFMC, ne déclare aucune dépense de lobbying ni à Paris, ni à Bruxelles, ni à Washington. À croire que cette entreprise parapétrolière, dont le principal actionnaire est l'État français via Bpifrance, ne fait pas de lobbying... Même question pour Vinci ou LVMH, qui n'ont – pour l'instant – pas daigné déclarer de dépenses de lobbying, même à Paris. [...] On repère facilement quelques groupes pour lesquels le lobbying revêt une importance particulièrement stratégique, qu'il s'agisse de s'assurer des marchés publics ou des autorisations de commercialisation, de limiter les régulations relatives à la pollution ou à la santé, ou plus généralement de protéger leur modèle commercial. Certains de ces «champions du lobbying» sont attendus – comme Total, Airbus, Sanofi, Engie ou Renault-Nissan. D'autres le sont moins, comme Pernod Ricard ou Vivendi, intéressés respectivement à se protéger d'une législation trop contraignante sur l'alcool, ou des risques d'atteinte à sa propriété intellectuelle. Ces montants – même sous-estimés – illustrent la disproportion des ressources dont disposent les multinationales par rapport à la société civile pour faire valoir leurs intérêts au plus haut niveau. Mais au regard de leur chiffre d'affaires ou de leurs bénéfices, ces dépenses de lobbying ne pèsent pas forcément très lourd. Pour ces groupes dont les chiffres d'affaires sont parfois équivalents au PIB de certains États, le «retour sur investissement» n'en est sans doute que plus intéressant.

Olivier Petitjean, «De Paris à Washington, les sociétés du CAC 40 ont dépensé au moins 60 millions d'euros pour influencer les politiques», *Basta!*, 6 juin 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org